

CONTACTS

LITTÉRAIRES ET SOCIAUX

REVUE MENSUELLE DE CRITIQUE LITTÉRAIRE

62, rue Nationale, PARIS (13^e). — Tél. GOB. 75-96

C.C.P. Paris N° 268560

Directeur : GUY VINATREL

Rédacteur en chef : PAUL VIRET

Prix du numéro : 40 francs

ABONNEMENTS

Un an (France)... 400 fr. (Etranger)... 600 fr.
Six mois (France)... 200 fr. (Etranger)... 375 fr.

« Nous voulons aider à diffuser la pensée libre en dehors de toute chapelle et de tout sectarisme. Car, si nous ne sommes inféodés à aucun parti politique ni association religieuse, cela ne signifie pas cependant que nous sommes neutres. Nous ne croyons pas à cette prétendue objectivité qui met dans le même plateau de la balance l'assassin et les victimes, le totalitarisme et la démocratie. Nous sommes contre toutes les dictatures, quelles qu'elles soient et d'où qu'elles viennent, contre les oppressions, quelle que soit l'étiquette parfois mensongère dont elles s'affublent. »

(Contacts — Editorial du n° 1.)

« Contacts ne défend ni n'impose de croyance à personne, car il est rédigé et présenté par des gens d'opinions, de tendances et même de partis différents. Mais il engage chacun à penser, à discuter, à s'éclairer et à agir selon sa seule conscience et sa propre raison.

« Quiconque pratique une idéologie qui enseigne que hors d'elle il n'y a pas de salut, qui repousse la liberté de conscience, qui étouffe la raison et enchaîne la science, qui prétend régenter et diriger les hommes, celui-là ne s'y trompe pas. A cause de la soumission et de l'abdications mêmes qu'exige de lui cette idéologie, il ne peut ni concevoir pour soi ni admettre chez autrui l'esprit qui nous anime. »

(Contacts — Editorial du n° 4.)

« Il n'y a de liberté que dans l'action. »

(ALAIN — Editorial de Contacts, n° 5.)

LE DUC DE MAURA

LE PRÉSENT ET L'AVENIR POLITIQUE DE L'ESPAGNE

Supplément de
CONTACTS
Littéraires et Sociaux
62, rue Nationale-Paris (13^e)
- Revue mensuelle N° 45 -
15 Novembre 15 Décembre 1954

**LE PRÉSENT
ET L'AVENIR POLITIQUE
DE L'ESPAGNE**

LE DUC DE MAURA

**LE PRÉSENT
ET L'AVENIR POLITIQUE
DE L'ESPAGNE**



TRADUCTION
FRANÇAISE
DE
CH. COTTINI

Avertissement de l'éditeur

Le nom du duc de Maura est bien connu en France des milieux intellectuels et universitaires. Cependant, l'éditeur a pensé qu'une brève introduction ne serait pas inutile pour permettre aux lecteurs d'évaluer l'importance du rôle que le présent ouvrage peut jouer dans le développement de la vie politique espagnole.

Fils du grand homme d'Etat Don Antonio Maura, qui fut, à plusieurs reprises, président du Conseil sous le règne d'Alphonse XIII, Don Gabriel Maura y Gamazo, duc de Maura, s'est consacré dès sa jeunesse à l'histoire de sa patrie, en particulier à l'histoire contemporaine. Historien de grande réputation, membre de l'Académie de l'Histoire, de la Langue et des Sciences morales et politiques, le duc de Maura, fidèle à la tradition familiale, est toujours demeuré dans les rangs monarchistes ; il ne s'est pas lié au régime du général Franco, qui s'était soulevé pour rendre à l'Espagne la monarchie disparue le 14 avril 1931, sans trouver le temps depuis lors de laisser la place au rétablissement de ce régime monarchique pour le retour duquel il avait lancé l'Espagne dans la guerre civile.

Profondément catholique, et très averti des problèmes de son pays, le duc de Maura pourrait être considéré, politiquement, comme un chrétien-social. Aussi peu révolutionnaire que réactionnaire, c'est un libéral attaché aux traditions. Il apparaît aujourd'hui en Espagne comme la figure la plus éminente du mouvement monarchiste qui attend de Don Juan de Bourbon et Mountbatten, héritier des Philippes et des Alphonses, le rétablissement de la fraternité espagnole, déchirée par la guerre civile.

C'est pourquoi l'éditeur, qui a toujours suivi avec le plus grand soin les événements d'Espagne, a cru que la publication en France de l'ouvrage que nous présentons ici servirait à faire mieux comprendre, à travers les pages sereines et impartiales du duc de Maura, ce qu'est la situation actuelle, et ce que peut être l'avenir politique de l'Espagne.

Persuadé d'ailleurs que l'auteur n'a pas réservé ses droits, nous nous sommes permis de traduire ce livre sans autorisation et de le livrer au public, certain de contribuer ainsi à une meilleure entente entre les deux peuples qu'unissent ou séparent — selon les circonstances — les chaînes des Pyrénées.

Une analyse lucide de la vie publique espagnole, une rare ampleur de vues politiques, tels sont, à notre jugement, les principaux caractères de l'ouvrage que nous mettons aujourd'hui à la disposition du public de langue française.

CHAPITRE I

Le fruit de notre Croisade

Depuis 1936, ce ne fut pas une tâche facile pour les Espagnols que de suivre, au jour le jour, les irisations changeantes du vocabulaire officiel. Les sujets, étant habitués pendant la guerre à obéir aux consignes du commandement, se demandaient avec perplexité : « Comment nous ordonne-t-on d'appeler ce qui se passe aujourd'hui ? »

Le Caudillo Franco, déjà en 1937, eut besoin d'expliquer :

« Le peuple croit que nous sommes en train de faire une guerre, et rien de plus, mais nous sommes aussi en train de faire une révolution. »

Le mot *guerre*, toujours malsonnant, fut mis de côté très vite et notre dernière grande vicissitude historique on la qualifia en même temps de *croisade* et de *révolution*.

Le 17 juillet 1945, au moment où le conflit universel venait de s'apaiser en Europe, Franco dit, en parlant de notre conflit :

« Nous l'avons appelé révolution depuis le premier jour ; donc, bien que quelques esprits timorés aient été effrayés par ce mot, il n'existe pas un autre moyen de désigner le changement violent opéré dans les institutions d'une nation et dans l'état et le gouvernement des choses. »

Ainsi effectivement est écrit dans le dictionnaire. Mais, compte tenu des antécédents politiques nationaux de l'Espagne, cette dénomination catastrophique n'était qu'un topique très trivial, étant donné que déjà au commencement du siècle, tandis que la droite conservatrice luttait pour une « révolution faite des hauteurs du pouvoir », dans les rangs de l'extrême gauche, la doctrine au programme était de « faire tous les jours un peu de révolution ».

Quelle chose augurait ce mot-là sur les lèvres dictatoriales ? Les Espa-

gnols l'ignorent encore parce que, ni avant ni après la victoire militaire de 1939, ils n'ont été convoqués à un conseil, ni pour approuver ou désapprouver une matière si ardue, ni même pour être entendus dans une consultation préalable sur le cas.

Pendant les heures critiques du soulèvement national, quelques généraux, de leur propre chef, donnèrent à un collègue l'investiture d'un pouvoir omnipotent, pour un temps illimité et avec une absolue irresponsabilité légale. En conséquence, la création d'un parti unique, l'indication précise des noyaux politiques qui peuvent en faire partie ; le stigmatisme de l'illégalité mis dès lors à tous les autres ; la quantité, la qualité et la façon d'exercer les devoirs et les droits des citoyens ; la discrimination des pouvoirs de l'Etat ; le choix de l'organe idoïne pour remplir chacune des fonctions du gouvernement ; c'est-à-dire la totalité du droit public fut dès lors à la merci du Caudillo et, plus de quinze années écoulées, il se trouve toujours au seul arbitre de l'autocrate.

Jusqu'à quel point et dans quelle mesure les gouvernements ont-ils interprété la volonté des administrés ?

Le généralissime lui-même n'a plus la possibilité de préciser une telle chose, car il maintient supprimée dès sa racine, depuis 1936, toute action de contrôle, aussi bien celle que, dans les nations démocratiques, on accorde à l'organe de la représentation nationale, quel qu'il soit, que l'action exercée dans tous les pays libres par la presse, la radio, la télévision, le cinéma ou par tous les autres moyens de publicité.

La censure gouvernementale, dont le zèle policier s'accroît de jour en jour, encadre tous les moyens d'expression — sans même oublier la forme spontanée des épigraphes murales. La critique politique se trouve, à cause de cela, très peu ou mal connue encore, mais elle ne manque pas absolument de témoignages irréfutables.

Le témoignage apporté par l'épiscopat espagnol, au commencement de la croisade, avec l'intention de divulguer ses buts authentiques, est, par exemple, d'une importance exceptionnelle. Les paragraphes transcrits tout de suite sont extraits du document qui a le titre suivant :

« LETTRE OUVERTE DES EVEQUES ESPAGNOLS A CEUX DU MONDE ENTIER A L'OCCASION DE LA GUERRE D'ESPAGNE ».

Ces paragraphes disent :

« Quant à l'avenir, nous ne pouvons pas prédire ce que la fin de la lutte apportera. Mais nous affirmons que la guerre n'a pas été entreprise pour bâtir un Etat autochraste sur une nation humiliée, mais pour que l'esprit national puisse renaître avec la puissance et la liberté chrétiennes des vieux temps.

» Nous serions les premiers à déplorer que l'autocratie irresponsable d'un Parlement puisse un jour être remplacée par la plus terrible d'une dictature déracinée de la nation. »

C'est un fait notoire, surtout au Vatican, que le Généralissime Franco diffère, depuis toujours, de l'idée de *liberté chrétienne*, définie à plusieurs reprises et exaltée apostoliquement par Sa Sainteté le Pape Pie XII. Notre Caudillo ne reconnaît pas la qualité d'*humain* au droit d'opinion, ni par conséquent à celui de l'opposition, et il maintient en vigueur ici une *autocratie irresponsable*, qualifiée, il y a des années (et en pers-

pective), de *terrible* par les primats de notre Eglise. Cependant, les hommes mitrés d'aujourd'hui, qui sont presque les mêmes que ceux d'hier, se solidarisent avec le César, autant qu'ils le peuvent, sauf des exceptions très rares, et même quelques-uns le confirment en l'appelant « l'homme providentiel ».

Les fidèles chrétiens, que pensent-ils à ce sujet ?

Une matière tellement transcendante mérite d'être analysée jusque-là où l'examen critique est possible.

Les aspirations collectives, extériorisées par les noyaux militants au commencement de la guerre civile, se révélèrent tout de suite incongrues et, après, s'avèrent incompatibles entre elles. La matière s'opposait à l'esprit, et Don Quichotte différait de Sancho. Les uns rêvaient de ranimer l'exploit hispanique, s'élevant impavides, *pour l'Empire vers Dieu*. Les autres offraient leur vie, suivant l'exemple de leurs pères, *pour Dieu, pour la Patrie et pour le Roi*. D'autres chantaient une aubade à l'Espagne renaissante : *Une, Grande et Libre* ; d'autres encore réclamaient des distributions quotidiennes ou fréquentes de *pain et de justice* aux foyers où le feu serait allumé.

L'unification des uniques adeptes désirables, une fois qu'elle fut décrétée, façonna, elle aussi, liturgique, le plain-chant canonique du nouveau régime, qui résulta être celui de :

Pour Dieu, pour l'Espagne et pour la Révolution nationale syndicaliste.

Mais cette flamboyante jaculatoire tripartite ne fut que rarement entendue sur la ligne de feu, parce que là on la comprenait mal ; et les explications érudites que les cuistres de la situation multipliaient tous les jours dans les arrières-gardes ne réussirent jamais à faire toute la lumière sur le dernier mot de la devise franquiste.

L'une des sentences, alors considérée digne du roi Salomon, statuait, lapidaire : *Tout ce qui n'est pas de la tradition est un plagiat.*

Or remplacer dans la devise politique l'institution séculaire des rois par la nouveau-née des Syndicats verticaux dut paraître, en bonne logique, un très malheureux plagiat.

La ritournelle de ce chant occasionnel de notre croisade persista cependant, diffusée routinièrement plusieurs fois par jour par des plumes bureaucratiques ou par des lèvres juvéniles, jusqu'au jour où l'inconnu du triomphe militaire se trouva dégagé en Europe.

Dès lors, l'arrière-goût d'épice exotique (importée des pays de l'Axe), que le national-syndicalisme avait et a encore (analogue à celui que Quevedo qualifia de *flagrante adulation étrangère*) embarrassa un nombre croissant d'estomacs, dans une terre de pois chiches.

Provisoirement, sur le petit tréteau de la scène nationale, on opérait sans fracas, mais avec diligence, un autre changement, d'accord aussi avec les mutations spectaculaires qui survenaient simultanément sur le *Grand Théâtre du Monde*.

Cette virago ensanglantée, ébouriffée et débraillée qui pendant le premier acte de la tragédie espagnole joua le rôle de la *Guerre*, et après

celui de la *Révolution*, revient maintenant sous la silhouette masculine, déguisé en mâle, à la parure coquette et même luxueuse, en disant être le fils d'une famille connue et noble se nommant *Mouvement*.

Ce truc théâtral impressionna très peu les spectateurs, la plupart d'entre eux endurcis et blasés ; mais le succès de la trouvaille du mot fut vraiment considérable.

Depuis les temps les plus reculés, le mot « *Mouvement* » a plusieurs significations substantives, aussi bien dans le langage courant que dans les particuliers à l'Astronomie, la Mécanique, la Peinture, la Littérature, la Musique et même l'Écriture.

La Politique a adopté, elle aussi, dernièrement, une autre acception pour son usage particulier. Mais l'Académie Royale Espagnole, peut-être par l'excès de travail, dont elle souffre, ou par une bien prudente précaution, n'a pas enregistré encore sur son répertoire officiel cette petite fraction linguiste.

La licence de son commun usage est toujours donc illimitée. Tous les actes d'un être vivant, même celui qui se fait pour parvenir à un repos ultérieur ou à un marasme soporatif définitif, peuvent être qualifiés de *mouvements*, sans pécher d'aucun solécisme grammatical ; et c'est certain que le va-et-vient de berceuse que pratique Franco a étouffé une à une toutes les locutions primitives de la Croisade.

Il n'y a aujourd'hui personne pour défier le ridicule par des évocations anachroniques de *l'Empire*. Le cri de *Dieu, Patrie et Roi*, qui vibre encore dans les hymnes que l'on chante en chœur, est devenu subversif, comme expression de conscience individuelle. La police a l'ordre de l'étouffer et la judicature de le punir.

La *Révolution Nationale Syndicaliste* passera dans le Dictionnaire historique (panthéon, lexique de mots illustres), sans mausolée de sa propriété, car, au bout de sa vie linguiste, sa signification existentielle reste inédite. Tous les Espagnols, nous ignorons encore quels changements violents ou quelles mutations bienfaisantes cette *Révolution* eut la mission d'opérer et nous ne savons non plus pourquoi elle ne l'accomplit pas.

Le temps n'a pas donné, non plus, valeur d'actualité aux cris de la Phalange. L'Espagne n'est pas *une*, parce que les Espagnols qui ne veulent pas faire la paix sont en très grand nombre. L'esprit d'après guerre persiste, agressif, depuis 1939, aussi bien parmi les exilés volontaires ou forcés que dans le sein gouvernemental du parti unique lui-même. L'Espagne n'est pas *grande*, parce que, outre de n'avoir pas grandi d'un seul pouce depuis 1931, elle est très loin de retrouver le prestige extérieur, dont elle jouissait sous la Monarchie. L'Espagne n'est pas *libre*, parce que ses gouvernants se réservent, de fait, le droit de fouler aux pieds, sans aucune responsabilité légale, toutes les libertés des citoyens, même celle que consacre le Statut fondamental, rédigé et promulgué par eux-mêmes.

Les distributions prônées de *Pain* et de *Justice* se sont avérées déficitaires en quantité et en qualité ; tandis que l'épidémie sociale de l'envie, plus virulente que jamais, est en train de rendre insoluble le problème du logis.

On n'a pas forgé le parti unique, mais on a créé le cri unique, pré-

valant sur tous les autres. C'est, ainsi qu'il convient à l'idiosyncrasie nationale, personnel, faiseur de miracles et messianique. Selon l'usage apporté de l'extérieur (et qui trouva une bien malheureuse fin, dans le pays de son origine) on a l'habitude de répéter ce cri indéfiniment. La brièveté des deux syllabes le rend propice au redoublement : *Franco, Franco, Franco*.

Ce fait irréfutable rend évident que la personne du Caudillo, après plus de quinze ans de commandement, a pour la majorité des Espagnols beaucoup plus d'importance que ses idées politiques, ses projets de gouvernement et même que les lignes générales de la gestion que, comme Souverain, il se propose de suivre dans l'avenir. Malgré les lamentations qu'ils annonçaient dans leur manifeste, les Prélats espagnols doivent être en train d'exhaler cette lamentation sans interruption, bien que dans leur intimité. Le fruit de notre Croisade se réduit, en matière de Droit public et jusqu'aujourd'hui, à une prolongation *sine die* d'une autocratie irresponsable.

CHAPITRE II

Franco ou le Communisme

A partir de la fin de notre guerre, on admettait comme une chose certaine que l'option entre les deux extrêmes de ce dilemme était, et serait toujours, inéluctable ; en conséquence, la phrase faite et stéréotypée servit presque jusqu'aujourd'hui de slogan de propagande, pour justifier la perpétuité du régime autocratique.

Mais la tergiversation qui porte en soi l'épisode ne doit pas être imputée, je crois, à un stratagème, à l'avantage du bénéficiaire principal, mais à une conviction très sincère, enracinée dans sa conscience depuis longtemps.

La personnalité dictatoriale de Franco désoriente les critiques étrangers et même les nationaux en les déroutant dans leurs jugements, parce qu'elle diffère complètement de toutes celles de la même espèce que l'on a connues jusqu'aujourd'hui en notre Péninsule ou en Amérique latine. Le spécimen espagnol (plus réussi dans les circonstances que le portugais ou ceux d'outre-mer) se trouve représenté dans la faune et dans l'histoire aborigènes par cet archétype presque unique dont la floraison correspond à la période d'Isabelle II, auquel, à son tour, il donna le caractère distinctif. Un général de l'armée de terre, qui déjà ceint tout au moins l'écharpe de chef de brigade, impulsif jusqu'à l'inconscience, courageux jusqu'à la témérité, vaillant de profession et noceur à l'occasion ; idole, comme militaire, des soldats ; comme mâle, des femmes, et comme caudillo — chef — des masses ; joueur audacieux sur tous les tapis et sur toutes les couleurs, mais avec une si bonne et constante étoile qu'il parvient aux grades et aux décorations, aussi bien en risquant sa propre vie sous l'ordre d'autrui, que mettant en danger les vies d'autrui sous sa propre désobéissance. Et ce général, qui aime mieux être reçu bachelier ès politique, que docteur ès stratégie, fréquente pendant sa jeu-

nesse avec plus d'assiduité les casinos que les salles de classe, et sa congénitale *furie espagnole* lui inspire au moment de toute situation critique une plus grande confiance que la technique militaire acquise à force d'indigestions livresques.

Aussitôt qu'un nombre suffisant d'hommes civils (attirés par les mérites de son épée, plutôt que par ceux de sa plume) honore l'un de ces militaires de la présidence d'un parti politique, la normalité constitutionnelle du pays ou le coup d'Etat subversif sont à la seule merci du caprice volage des circonstances, parce que ce courageux général et adroit polémiste est déjà bien sûr de ce que ses talents naturels lui permettront, le cas venu, d'entraîner derrière lui, indistinctement et décisivemement, soit les soldats d'un régiment, soit les députés d'un parlement.

Le dernier biographe de Narvaez lui donne le surnom de *libéral*, parce qu'il a vu à travers ses notes bibliographiques *l'Espadon de Loja* (La Rapière de la ville de Loja : nom donné au général Narvaez) agir avec la même désinvolture, soit comme dompteur sur les arènes iveriques, soit apprivoisant les députés sur l'hémicycle des Cortes, comme à l'époque il était en usage d'y en avoir.

Primo de Rivera voulut donner, et il y parvint, module parlementaire à une inoffensive assemblée consultative, qui était de son invention, au seul but de pouvoir haranguer le pays, à travers les haut-parleurs de la presse, et dès la première place du banc du gouvernement. Queipo de Llano, enfin, le dernier exemplaire de la série jusqu'à présent, bien caractéristique, malgré son insuccès, improvisa devant les microphones de la radiodiffusion de Séville une partie minime des discours que les péripéties de sa vie publique l'empêchèrent de prononcer de la tribune du Parlement.

La formation et la poussée de Francisco Franco Bahamonde ont été bien différentes. Celui qui, sans y prétendre, était appelé à être le Caudillo d'Espagne, en un moment vraiment critique, fréquenta dès sa jeunesse beaucoup plus les bibliothèques que les coteries, et il consulta des textes de logistique plutôt que de logique, de rhétorique ou de poésie. Il n'apprit pas à manœuvrer sur les carrefours de Madrid, mais sur les anfractuosités du Maroc espagnol, et toujours il se fia plutôt à la technique qu'à la furie.

Général de facture prussienne (antithèse de celle des généraux d'Isabelle II), extrêmement doué pour le commandement, parce qu'il possède aussi bien le don naturel que l'instinct exigés par l'exercice de sa profession, il applique à la discipline politique et à l'ordre social les idées, les façons et les méthodes de la discipline et de l'ordre militaires. Il n'a demandé et il ne demandera jamais le concours et la collaboration à aucun organe constitutionnel de type parlementaire, parce qu'il sait que son incapacité à manœuvrer la polémique devant une Assemblée délibérante est irrémédiable.

Ses discours, écrits pour être prononcés quelques heures après, ou quelques jours ou quelques semaines, ne répondent à aucune émotion de l'esprit. D'ailleurs, cette émotion (l'inévitable laps d'attente interposé) serait alors toute fanée. Ses discours contiennent seulement des élucubrations cérébrales, de froides leçons de petit cours, professées par un maître que l'élève ne peut pas interrompre pour lui demander un éclaircissement, et moins encore lui répliquer, parce qu'il contrôle directe-

ment ou indirectement l'usage et la consommation de tous — absolument tous — les moyens de publicité existants dans la nation. Il n'y a pas de parallèle possible entre les dictateurs d'hier et l'autocrate d'aujourd'hui. Ces hommes publics d'hier vivaient en contact ininterrompu avec l'opinion du pays, parce que les rigueurs de la censure gouvernementale stimulaient l'ingéniosité satirique des oppositions, dont la presse clandestine circulait avec plus de profusion que la presse autorisée, et on la lisait avec un délice toujours croissant, dans les centres officiels et même dans les entourages et intimités du Palais.

La monstrueuse machine policière qui sert les Etats totalitaires a mis un terme à ce soulagement hygiénique de la vie incommode. Et cette presse adoucit d'un humour sain bien d'inquiétantes morosités de la foule, au temps où la vie était moins incommode que maintenant.

Ce furent les propres gouvernants de l'époque d'Isabelle II qui, bien qu'ayant deux ou trois étoiles de général, eurent le soin de faire pénétrer l'air de la rue dans les casernes, attentifs à suppléer aux défaillances des citoyens par des *pronunciamientos* reviviscents, interprètes de la voix du peuple, qui (selon l'affirmation castillane et latine des plus cultivés et érudits de ses coreligionnaires civils) est toujours, et dans tout lieu, la voix de Dieu.

L'autocrate présent ne peut pas recruter parmi ses sujets des collaborateurs et même pas des coreligionnaires. Il est à vie, et d'une seule pièce, le chef de l'Etat, le chef du Gouvernement, le généralissime des armées de terre, de mer et d'air et le Caudillo d'Espagne. Depuis un point de vue si olympien (culminé seulement par celui de Dieu, car celui de l'Histoire reste en dessous), tous les Espagnols doivent lui paraître, sans exception, des recrues disponibles pour le service national, en période permanente d'instruction ; surtout depuis que l'exercice de la souveraineté absolue, pendant le laps de temps de plus de quinze ans, l'obligea à résoudre, avec un jugement personnel, de multiples problèmes juridiques sur lesquels il n'avait eu jusqu'alors ni l'occasion, ni le goût de réfléchir.

La doctrine politique, élaborée d'une façon si extravagante, que l'on peut extraire de nombreux et longs discours que les anthologies officielles du régime compilent, ne peut être d'une cohérence plus simpliste et elle n'oppose, en vérité, à l'exégète de bonne foi, aucun obstacle sérieux dans son interprétation. Toutes les innovations — absolument toutes — introduites en matière de gouvernement en Espagne, du commencement du dix-neuvième siècle à l'avènement du Caudillo, lui semblent échouées d'une façon pitoyable, totale et irrémédiable.

Voici celles que Son Excellence répudie définitivement. La division des pouvoirs de l'Etat ; la pluralité des partis politiques, l'éternelle opposition idéologique entre les gauches et les droites, avec la conséquente oscillation pendulaire de l'opinion publique ; le suffrage universel comme une source de la représentation citoyenne ; le Parlement comme contrôle des gouvernements ; le gouvernement responsable devant les Parlements... et, en synthèse, pour abrégé, tout ce qui est caractéristique du régime que l'on appelle démocratique et même de celui strictement libéral.

Toutes, absolument toutes les formules constitutionnelles qui dosent l'autorité du pouvoir et la liberté du citoyen, essayées ou recommandées

depuis cent cinquante ans par les facultatifs les plus experts, paraissent à Franco des drogues malsaines ou plutôt toxiques. Mais il n'est nullement pressé d'ordonner, à son tour, la formule issue de sa science ou de celle des autres.

« Espagne — il l'a dit en 1946 — est un pays de Constitution ouverte, et non un pays de Constitution fermée. Pour cette raison, le perfectionnement de ses institutions est constant et progressif, et chaque étape s'exécute au moment où le plus grand intérêt de la nation l'exige. »

Cette tâche de *perfectionnement* doit être très ardue, car les années s'écoulaient sans que personne ait fait le geste de mettre la main à l'ouvrage ; l'inspiration qui doit suggérer le grand nombre de *perfectionnements* à réaliser doit provenir, selon l'artisan, non des expériences d'autrui, mais des traditions nationales les plus vieilles possibles.

L'embranchement mégalomane de l'Espagne de Franco devait se produire avec celle des rois catholiques, ou, tout au moins avec celle de Philippe II, comme l'augureraient les armoiries, choisies comme écu du Nouvel Etat et comme le favorisaient des hauteurs les évocations répétées et nostalgiques de notre Empire perdu.

Mais le saut en arrière ne figure d'habitude ni parmi les exercices athlétiques ni parmi les politiques et il n'est pas vraisemblable qu'il puisse enregistrer des records si extraordinaires ni dans l'Histoire, ni dans le sport. Il ne s'agissait pas non plus d'établir une marque olympique, mais de prévenir la jeunesse imprudente, nouveau-née dans ce siècle de la vitesse, contre l'influence délétère du mal appelé « des lumières », libéral, maçonnique ou marxiste, du commencement à la fin. Franco trancha la difficulté, donnant ce fait comme inexistant, et il ordonna de le reléguer dans l'oubli éternel. Cela même avait été pratiqué déjà en 1823, par les absolutistes partisans de Ferdinand VII, avec le « mal appelé années », soit les trois ans de gouvernement du général Riego.

Dans la stratosphère céruléenne du dix-huitième siècle (où le Caudillo dut remonter), il y rencontra non un coreligionnaire (trouville dans ces temps-là forcément anachronique), mais un illustre prédécesseur, très idoine pour lui servir de modèle. En outre d'avoir régné d'une façon prospère en Espagne pendant presque trente ans, s'appelant Charles II, il avait avec notre fortuit occupant de son trône une similitude biographique révélatrice sur le point très fondamental de politique et de conduite. Cette similitude était en train de n'être point remarquée.

Ce monarque fut contemporain de Louis XV de France, de Frédéric II de Prusse et de Catherine II de Russie, dont les pouvoirs souverains n'excédaient pas de la plus petite fraction les pouvoirs hérités de ses ancêtres par S.M. catholique. Mais notre auguste compatriote s'abstint délibérément d'exercer ces pouvoirs de la même façon olympienne que le Français, le Prussien ou le Russe, dans le privé et dans le public.

Franco fut chef de l'Etat espagnol aux temps de Mussolini, de Staline et de Hitler, et il fut investi des pouvoirs aussi omnipotents que ceux dont les autres s'étaient emparés, mais Franco se garda très bien d'exercer ses pouvoirs de la même manière qu'aucun des trois, ni dans le public, ni dans le privé.

Le roi, qui ne voulut pas gouverner son peuple comme le faisaient à la même époque les monarques absolus d'Europe, a dû être le modèle dont s'inspira notre dictateur, pour ne pas commander aux Espagnols de la même façon que ses collègues d'Italie, d'Allemagne ou de Russie commandaient leurs sujets.

L'autocratie prudente d'aujourd'hui est, dans notre pays, une copie fidèle du despotisme éclairé de jadis.

L'entrave intime qui lie ces deux systèmes de gouvernement deviendra claire et précise au lecteur, au fur et à mesure que nous énumérons (même pas d'une façon complète) les points communs des deux régimes.

Des secrétaires de cabinet, qui exercent les fonctions ministérielles jusqu'à la relève, parce qu'ils ne peuvent pas démissionner, bien qu'ils puissent être révoqués sans notification préalable, ni explication ultérieure.

Des Cortes bien commandées, qui ne parlent que pour répondre aux questions qu'on leur pose. Elles ne votent que pour approuver ce qu'on leur demande.

Un appareil bureaucratique très coûteux, propulseur présumé des recherches scientifiques, qui se joint aux mesquineries de la censure gouvernementale pour empêcher la publication de n'importe quelle vérité antiministérielle.

Un désir désordonné de resserrer les relations culturelles avec les pays dont la langue est ignorée en Espagne, plus encore que dans ces pays notre langue n'est ignorée.

Une inexorabilité à l'égard de l'adversaire, que l'on suppose irréductible, comme, par exemple, le Jésuite jadis et le Maçon aujourd'hui.

Une libéralité extrême pour autoriser les dépenses publiques de toute sorte, favorisées par la prolifération des caisses spéciales.

Une impulsion gouvernementale extraordinaire, consacrée à favoriser les travaux publics, les barages, les constructions civiles et les embellissements urbains.

Une série ininterrompue de fêtes populaires, publiques et gratuites, religieuses ou profanes, continuatrices flamboyantes de la devise classique « du pain et des courses de taureaux ».

Un désir immodéré d'étonner les générations futures, portant à l'extrême les énormes proportions de quelques édifices payés par la nation, bien que les possibilités financières soient aussi énormément différentes entre le présent et le passé.

Un désir irrésistible de subventionner les industries somptuaires que, à cause de ce que l'on sait ou l'on suppose qu'elles sont très peu rentables, l'initiative privée néglige ou désapprouve.

Et enfin un excès de zèle paternel qui suggère presque continuellement des intrusions des gouvernants, non toujours discrètes, opportunes ou adroites, dans l'économie, la morale ou les mœurs des Espagnols.

Il ne semble pas sensé d'accepter comme indiscutable que cette doctrine très personnelle de Franco, élaborée dans la retraite, très loin de

l'agora d'une ville quelconque, soit partagée par tous ou par la majorité des Espagnols qui l'acclament et qui martèlent avec le nom du dictateur les oreilles des spectateurs silencieux.

Il est certain que dans l'Espagne actuelle on défend tout ce qui peut fâcher Son Excellence ; mais il est aussi bien certain que dans l'Espagne de tous les temps tout ce qui est défendu est généralement ce que la majorité des Espagnols aiment le plus.

Franco, lui-même, a été celui qui, dans une conférence de presse, en août 1953, condamna avec la plus grande éloquence la cupidité impuissante du césarisme moderne. Il prononça ces paroles d'une sobriété attique : « Vouloir, dans les temps modernes, créer ou maintenir des empires est une folie. Les peuples qui ont une personnalité et qui ont connu la liberté, plus tôt ou plus tard, parviendront à recouvrer leur indépendance. »

Nous espérons, avec confiance, que l'indépendance de l'Espagne ne devra pas être apportée par le Communisme.

CHAPITRE III

Perspective prochaine

L'éroulement du tsarisme, en 1917, et la presque immédiate exaltation du communisme soviétique alarmèrent très peu les classes conservatrices des autres pays européens. Pour eux, cet inouï débordement prolétarien ne serait à la fin qu'une algarade tout à fait éphémère. Plusieurs intellectuels espagnols, enclins au snobisme d'avant-garde, improvisèrent une association philosoviétique, appelée *les amis de la Russie*. Or, la presque totalité de ces amitiés improvisées ne connaissaient ce pays qu'en touristes de passage ou à travers des lectures de romans. Quelque chose de semblable arriva dans différents pays, après les échecs des tentatives de restauration du tsarisme, avec l'aide militaire étrangère.

Grand nombre de contemporains croyaient qu'il serait maladroit et risqué d'irriter le fauve, sorti de sa cage, par des attaques inutiles, car il fallait penser que, vraisemblablement, la douceur des paroles et des gestes suffirait à l'appivoiser vite. Et la flamboyante *russophilie* se propagea sans aucune restriction mentale dans la grande République de l'Amérique du Nord, présidée alors par Mr. Wilson, chef démocratique, professeur à l'Université et rêveur incurable. Les bras robustes de l'U.S.A. auraient étreint fraternellement l'U.R.S.S. nouvelle-née, s'ils ne s'étaient pas heurtés, depuis le premier jour, à la farouche grossièreté de l'enfant.

Au bout de quelques années seulement commença à se répandre (en Europe plutôt qu'en Amérique) la crainte prudente que le communisme soviétique ne fût (comme ses détracteurs réactionnaires l'accusaient d'être) une antithèse de la civilisation chrétienne, si délibérément fanatique, que le bolchévique intégral éprouvait honte de lui-même, en sachant ses sentiments intimes partagés par les bourgeois.

On raconte que Lénine, une fois qu'il écoutait la *Symphonie pathétique* de Beethoven, eut les yeux remplis de larmes parce qu'il pensa que la stricte observance de sa foi égalitaire, incompatible avec une supériorité quelconque d'un être, impliquait l'extermination inexorable de ce chef-d'œuvre.

Le communisme russe, de son côté, a eu un soin spécial, provocateur, de mettre l'étiquette avec l'emblème soviétique de la faucille et du marteau aux produits de son exportation politique ; il ne défigura pas avec hypocrisie son critérium (l'unique qu'on peut professer avec la permission du pouvoir public) sur des matières aussi fondamentales que Dieu, la Patrie, la Famille, l'Honneur, la Vertu, l'Honnêteté et même sur la courtoisie dans les rapports avec les autres personnes non prolétaires. Non plus il ne cacha avec prudence le profond dédain que lui inspiraient les règles et les formes juridiques admises partout entre les gens civilisés depuis les âges les plus reculés ; il ne s'abstint même pas de pratiquer dans les relations internationales, voire les diplomatiques, des stratagèmes de malfaiteur, de voleur de grand chemin, de pirate ou de bandit.

Les Espagnols, nous fûmes édités à ce sujet plus tôt et mieux que les autres Européens occidentaux, par ce que le *Front populaire* de notre deuxième République accueillit avec empressement tous les agents de propagande que le Kremlin lui dépêcha.

Ils furent en nombre incalculable et de toutes les mines possibles, bien qu'il n'y en eût pas de sympathiques. Lorsque la guerre civile éclata, en juillet 1936, Staline fut l'ennemi le plus irréconciliable de l'Espagne nationale. Il l'avait été aussi de la République portugaise, dirigée par Oliveira Salazar, parce que Staline caressait l'illusion de l'instauration dans la péninsule Ibérique de la première république socialiste soviétique de la Méditerranée. Je soupçonne qu'après l'échec définitif de ce chimérique espoir l'Espagne et les Espagnols, le Portugal et les Portugais doivent intéresser relativement très peu l'artisan présumé de l'empire communiste.

Mais il arriva que, ayant supprimé de sa racine toute activité citoyenne, ceux qui avaient la charge de diriger la propagande et la presse dans le nouveau régime s'appliquèrent avec esprit à remplir, avec des contes de bonne d'enfants pédagogue, le vide énorme que, dans les esprits des Espagnols maîtrisés par l'ennui, laissaient les sujets de discussion ou de dispute politique, auparavant bien aimés et maintenant défendus.

Il n'y a personne pour ignorer que dans les récits de cette sorte, pour parvenir aux effets émotifs et à la moralité, doivent intervenir nécessairement ces deux héros : un *Génie* ou une *Fée* bienfaisants et un *Ogre* féroce. La moralité du conte dépend de son caractère truculent.

Or, dans l'anthologie des fables instructives pour l'usage des arriérés mentaux, dernière élucubration de notre idoine service officiel, il y a un grand nombre de Génies et de Fées, mais la figuration de l'Ogre satanique apparaît unie à la personne de Staline. L'évocation du monstre géorgien, telle que les fabulistes en font la description, il est fort naturel qu'elle ait provoqué des tribulations à l'homme courageux, des hérissements de cheveux à l'enfant et des insomnies au pusillanime. L'Ogre trépassé fut d'après eux, omniprésent, omniscient et omnipotent. Il disposa d'un très subtil réseau d'espionnage qui lui permit de connaître, avec une

rapidité et une exactitude mirifiques, les secrets les mieux gardés de tous les gouvernements du monde. Il provoqua partout et à son simple caprice des crises ministérielles, économiques, bancaires, ou, dans le monde du travail, il décréta aussi les grèves, les mutineries, les soulèvements militaires et tous les sabotages catastrophiques.

La machine politique et administrative, dont il manipula les leviers de commande du Kremlin avec une dextérité incomparable, fonctionnait en outre avec une précision mathématique, pour l'émulation des gouvernements autoritaires et pour le dépit et la rage de gouvernements démocratiques.

Ce roman mythique appartient depuis quelque temps à l'Histoire, moins romanesque que la littérature et beaucoup plus véridique que la presse dirigée.

Or, à partir de maintenant, toute révision biographique de Joseph Staline consciencieusement documentée devra rectifier les énormes mesures de la taille attribuée au dictateur russe par les maîtres de la fosse aux lions ibérique pour apeurer avec efficacité les gros enfants turbulents. Mais le critique qui, malgré tout et toute proportion gardée, ne saura pas reconnaître chez l'homme d'Etat russe des talents extraordinaires d'astuce et d'énergie se qualifiera de passionné et de partial.

Le régime dictatorial n'est pas héréditaire. Il est électif, avec une nuance d'acclamation très accentuée. Dans tous les pays et dans tous les temps, chacun des dictateurs élus, même celui qui était désigné et protégé par son prédécesseur, dut valider ses titres aussitôt sa prise de pouvoir, et il dut pareillement défendre ensuite sa possession contre tous les ennemis ou émules, qui se lancèrent au combat pour lui disputer jusqu'à sa retraite volontaire ou jusqu'à la fin naturelle ou violente de sa vie.

Le successeur de Lénine le fit ainsi. Il multiplia les purges, les épurations et toutes les autres formes de l'assassinat plus ou moins légal. Il dut faire face à des adversaires très rusés et dans un climat non moins passionnel que celui de l'ancienne Russie des tzars, où la simple transmission héréditaire des pères aux enfants prenait, d'habitude, des caractères mélodramatiques.

Il faudra que l'historien, foncièrement honnête, ajoute que son héros, quelque temps après qu'il fut le maître indiscutable de l'U.R.S.S., eut effectivement l'occasion et la possibilité de se dresser seigneur de toute l'Europe, non qu'il fût poussé par son propre génie, mais soulevé par la maladresse des autres. Il n'aurait jamais lancé, à ses risques et périls, l'assaut à la brèche la plus mal défendue, sauvegarde stratégique d'une des nations occidentales voisines de la Russie ; mais la folie d'Hitler lui permit de franchir facilement la large porte de la Pologne. Et cela bras dessus bras dessous avec Hitler.

Le propulseur de ce crime de lèse-humanité se changea très vite en ennemi mortel de son complice. Les armées du Führer repoussèrent celles des Soviets jusqu'au bord même de la défaite. Sans l'entrée effective dans la guerre des U.S.A., pendant l'année 1942, Staline aurait été forcé de négocier une paix séparée, plus dénigrante encore que celle de Lénine, un quart de siècle auparavant. Mais l'autocrate à la bonne étoile parvint à redresser la situation grâce à l'aide sans limites de ses alliés, sous forme de prêt ou de bail. Les troupes rouges, après avoir repoussé l'envahisseur,

pénétrèrent en Allemagne et arrivèrent triomphales à Berlin. La personne de Staline se détacha, seigneuriale, sur l'horizon politique de l'univers. Il est certain que le concours du Kremlin fut décisif pour la victoire finale des Alliés, et il est certain aussi que le nombre de Russes tombés au combat prend les proportions d'une hécatombe, mais on ne peut pas évoquer sans un étonnement rétrospectif l'enthousiasme sincère que la personne du leader communiste éveilla alors dans tous les pays démocratiques, et très particulièrement dans la grande République des U.S.A. Et cela faisant une abstraction absolue des idées notoires et des projets connus de Staline. Le taciturne et ancien paysan de la Géorgie se rendit compte de l'opportunité que cette conjoncture lui offrait sous la protection d'une candeur démocratique et bourgeoise qui touchait à l'inconscience. Tandis que les coopérateurs à la victoire commune se disputaient, contre la montre, pour le plus drastique des désarmements, prix commémoratif du commencement d'une ère de paix paradisiaque, l'ennemi public numéro un, monté en grade lors de la vacance produite par le suicide d'Hitler, renforçait avec une très grande diligence les armements de la Russie et des pays annexés à l'U.R.S.S. en Europe ou soviétisés en Asie par ses pionniers, sans exclure, dans ses vastes immensités, la Chine anti-nationaliste.

Laissant de côté les fabuleuses exagérations, c'est un fait certain que, depuis 1946 et pendant plus de cinq années, a plané sur notre continent la menace apocalyptique d'une invasion des hordes asiatiques, comme renfort de la formidable armée soviétique, renforcées, à leur tour et à l'intérieur de chaque pays menacé, par une cinquième colonne communiste à peine camouflée. L'Europe a dû son salut à la providentielle médiocrité de Staline, et non à la prévoyance ou à la maîtrise de ses dirigeants d'alors.

Jusqu'à l'été de 1950, celui qui aspirait à être le seigneur du monde entier trompa sa faim naturelle par des coups de dent révélateurs de sa voracité. Tels furent : l'imposition systématique du veto soviétique, paralysant l'activité et amenant la perte du prestige de l'O.N.U. ; l'incessante infiltration communiste dans la politique intérieure des autres pays, pour fortifier partout le parti local et faciliter (si on y pouvait parvenir) l'instauration d'une dictature prolétaire ; et, surtout, l'infatigable diffusion de tous les mensonges, calomnies ou menaces qui peuvent contribuer à étendre ou prolonger les effets énervants de la guerre froide.

Au bout, sans doute, de beaucoup d'hésitations et de nombreux préparatifs, eut lieu, à la date précitée, l'invasion de la Corée méridionale par une armée supposée de la Corée du Nord qui vint pour obéir à une volonté nationale, supposée majoritaire, scellant, avec la moindre violence possible un *Anschluss* supposé cordial, analogue à ceux que, à main armée aussi, le Führer imposa antan en Autriche et en Tchécoslovaquie.

Cette mesquine imitation des façons hitlériennes, qui révèle un potentiel imaginaire de Staline très pauvre, fait supposer que l'heureux succès de ce premier coup aurait servi à stimuler d'autres coups ultérieurs, plus effrontément impérialistes, jusqu'à se heurter au « halte-là ! » collectif, sous la forme de la troisième guerre mondiale.

La mort du tzar rouge n'aurait pas, alors, fait changer sensiblement la marche des événements, parce qu'une expansion triomphale du communisme aurait facilité en grande manière l'acclamation ratificative de ses dernières volontés politiques.

Le temps n'a pas assez de recul pour faire oublier qu'au moment de mourir le champion mondial des poids lourds (il y a six mois au jour où j'écris cela) avait déjà perdu par points, et très près de perdre par k. o. la rencontre de la Corée avec l'O.N.U., initiation au championnat, mais éliminatoire des adversaires battus. En outre, le réarmement militaire de l'Europe et davantage le réarmement spirituel sont arrivés à atteindre des proportions bien considérables ; la charpente de l'empire soviétique se fendille à l'intérieur et à l'extérieur de la Russie, avec des disjonctions alarmantes, et la validation de l'héritier testamentaire se maintient encore litigieuse. En attendant que l'inconnu soit éclairci, la peur qui saisit l'humanité, depuis 1947, saute d'un cadran à l'autre. Aujourd'hui, ce n'est plus l'Europe occidentale qui conjecture avec inquiétude ce que, de l'autre côté du « rideau de fer », l'on peut forger ; à présent, ce sont les hôtes provisoires du Kremlin qui surveillent, inquiets et le sourcil froncé, la marche des événements prochains et lointains.

Nos oracles officiels se sont trompés cette fois aussi. Ces inspireurs de consignes officieuses, qui, en pronostiquant l'avenir des autres à la lumière de leur propre malheur, auguraient aux pays dédaigneux devant l'exemple espagnol et partisans opiniâtres de la pratique — absurde, selon eux — du suffrage universel, le châtiment indéfectible qui bientôt les condamnerait d'une façon méritée à gémir sous le joug soviétique.

Il faut dire, en vérité, que pour le secouer ici, en Espagne, pendant presque trois ans de guerre, la dictature dut sacrifier largement un million de ses meilleurs enfants ; tandis que les nations démocratiques conjurent le danger sans un autre effort que celui de mobiliser deux ou trois fois tous les cinq ans le corps électoral.

Tous les discours et tous les actes d'un dictateur, quel qu'il soit et tout totalitaire qu'il soit, ne parviendront jamais à émouvoir si profondément les nationaux et les étrangers que vient de le faire le triomphe du chancelier Adenauer dans les dernières élections de l'Allemagne occidentale.

Le changement de la conjoncture historique devient de plus en plus évidente. Malenkov a trop à faire chez lui pour déchaîner une troisième guerre mondiale, et même pour poursuivre le tourment de la guerre des nerfs. A l'Empire napoléonien, malheureuse façon de la révolution libérale, succéda la *Sainte Alliance* ; à l'Empire stalinien, malheureuse façon de la révolution soviétique, est en train de succéder l'*Alliance libérale*.

Il n'y a rien de plus incongru à l'égard de cette *Alliance libérale* que le maintien, dans notre patrie, d'un régime autocratique.

Il faut penser que même pour mettre fin définitivement aux discordes nationales de la Corée ou de l'Allemagne on propose aujourd'hui, comme l'unique solution acceptable par tous, des *élections libres*.

L'Espagne ne peut pas continuer dans son attitude de proscrire le vote des citoyens. La perspective prochaine doit être le changement, sans délai, de régime.

CHAPITRE IV

Dangers d'un retour à la liberté

Nous qui sommes nés au moment de la restauration de la monarchie constitutionnelle, nous avons ignoré, jusqu'en plein âge mûr, ce que pratiquement étaient la dictature ou la république ; et déjà sur le seuil de la vieillesse, nous avons appris en outre, et sans l'avoir désiré ni voulu — tant s'en faut — ce que sont la guerre civile et l'autocratie totalitaire.

Ce renseignement acquis de près, à force d'inquiétudes, de désillusions et de chagrins, nous autorise et nous permet d'avoir un avis sur des régimes aussi dissemblables. Et cela à cause de notre expérience personnelle et non à cause des références de la propagande d'une tierce personne. Je dois commencer en conseillant charitablement à tous ceux qui apprennent tout dans les livres de classe que, s'ils désirent acquérir la capacité nécessaire pour agir en politique avec bonheur, ils doivent confronter préalablement ce qu'ils savent avec ce qu'ils voient, parce que les *ismes* autochtones, de l'*intégrisme* au communisme, en passant par le monarchisme, le républicanisme, le radicalisme, le socialisme, etc., ne coïncident pas — si ce n'est d'une façon fort vague — avec la définition que les textes universitaires de droit politique donnent d'habitude sur chacun d'eux. La surabondance de l'excessif passionnel (amour ou haine, religiosité ou athéisme, politique ou sport) est considérée, parmi nous, comme un point d'honneur ou, au moins, comme un motif justifié d'arrogance.

Les va-et-vient de l'opinion publique, qui ont une influence dans la composition et la doctrine des gouvernements, sont comparés par les auteurs spécialistes anglais — avec une finesse d'image — aux oscillations du balancier d'une horloge. Mais avec les Espagnols, si nous voulons être exacts, nous devons affronter la grossièreté de la métaphore et employer comme similitude fidèlement évocatrice de notre réalité du passé les cahotements d'un camion, mal conduit, sur une route glissante ; ce que j'en-

tendis comparer parfois, à mon père, à « une carriole assaillie par les taons ».

Narvaez, un peu avant la moitié du siècle passé, justifia sa dictature par le dessein plausible de protéger l'Espagne contre la révolution qui faisait alors des ravages dans plus d'une moitié de l'Europe. Il parvint seulement à retarder son avènement de quelques années (pour être précis, une de plus que celles de sa vie), car, enfin, la révolution triompha en 1868. Elle commença par remplacer la monarchie millénaire par une autre monarchie élective et improvisée, et elle finit en essayant une république fédérale avec des partages cantonaux.

Canovas, homme d'Etat conservateur, doctrinaire et éclectique, élabora la Constitution de 1876 sur des modèles qui n'étaient ni progressistes ni rétrogrades, mais du juste milieu.

Mais, à peine un demi-siècle écoulé, les oligarques laissèrent si inutilisable ce statut, bien intentionné et pas mal équilibré, qu'un grand nombre d'Espagnols acclamèrent avec enthousiasme la dictature militaire.

Primo de Rivera, comme tous les dictateurs qui tombent ou qui meurent sans avoir pu ou sans avoir su consolider aucune normalité stable, laissa les affaires publiques encore plus brouillées que lorsque, *manu militari*, il les prit à sa charge; et le contre-coup violent ce fut la République de 1931. L'équipage national fut sur le point de s'écraser, en 1933, contre le talus de la droite, et, en 1936, il s'écrouta — catastrophe inévitable — au fond du précipice de la gauche.

Lorsque, à la suite d'un effort énorme et d'un sanglant sacrifice, on parvint en 1939 à le remettre en marche, il réapparut militarisé; et, encore aujourd'hui, conduit par un généralissime, il parcourt les grandes routes du royaume portant réglementairement la droite.

Mais la prochaine embardée quelles surprises nous réserve-t-elle ?

Depuis un siècle et demi, l'incontinence politique est le défaut irrémédiable de nos gouvernements, hors quelques ministères de la monarchie constitutionnelle, d'un civisme irréprochable, mais fort rares, sporadiques et éphémères pour assurer une continuité au régime.

Les gouvernements à la nuance réactionnaire forcèrent par système la dose de l'autorité stupéfiante. Les ministères à la couleur progressiste abusèrent de la liberté. L'Espagne souffrante supporta cette intoxication libérale beaucoup plus mal que celle de l'autoritarisme, car, tandis que les dictatures pouvaient être prolongées, sans trouver une très grande opposition, au-delà de la juste limite, les révolutions sous le drapeau contraire furent, tout de suite, abrégées par l'anarchie.

La concentration de pouvoirs dans une seule main est exigée pour la gestion efficace et pour le succès d'un gouvernement, quel qu'il soit, formé dans le cas d'urgence; et il s'emploie comme un arbitre sauveur dans les pays qui se trouvent en danger imminent d'anarchie généralisée. Mais malheur aux pays dont la main autocratique qui régit reste soudainement raide !

Les pouvoirs universels qu'elle retint avec avarice jusqu'au bout rouleront dispersés dans le stade de la lutte politique et — à ce moment-là — l'indéfectible rapacité dans laquelle se jetteront tous ceux qui convoi-

tent le pouvoir sera pour le peuple que l'on voulait régénérer un spectacle scandaleux et démoralisateur.

On doit imputer à notre déplorable éducation civique toute la faute de l'inexistence, jusqu'aujourd'hui, d'une grande masse, non neutre mais citoyenne, et en même temps étrangère à l'encadrement partisan et attentive à la marche des affaires publiques.

Le défaut de cet élément de compensation, dont les effets politiques ont une ressemblance avec les effets météorologiques de l'anticyclone, a fait que les changements brusques de l'opinion espagnole ont pu atteindre, d'une façon imprévue et douloureuse, des violences dévastatrices.

Il nous faut dire, pour rendre honneur à l'exactitude historique, que la structure organique, que seulement en apparence un des premiers décrets du Caudillo supprima d'un trait, n'inspirera certainement aucune nostalgie mélancolique à celui qui l'a connue et vécue dans l'âge de la pleine raison. Cette assertion a besoin d'un coup d'œil rétrospectif.

Nos classes conservatrices, nonchalamment rétives à l'exercice habituel du vote citoyen pendant le XIX^e siècle, s'éveillèrent peu à peu, pendant le XX^e siècle en cours, à mesure qu'elles aperçurent, plus grand ou plus proche, le danger de perdre quelque chose ou tout de ce qu'elles pouvaient encore conserver. Elles favorisaient généralement les partis de droite qui, de moins en moins protégés par la faveur officielle, perfectionnaient de jour en jour les organes préparateurs, intervenant et contrôlant les luttes électorales.

Parmi la classe ouvrière (on ne l'appelait pas encore productrice par antonomase), le socialisme domina à partir de 1902. Mais ce fut plutôt à titre d'organisation du travail que de parti politique; parce que jusqu'à 1917, ou plus exactement jusqu'à la consolidation du régime communiste soviétique en Russie, les ouvriers espagnols, attirés à la politique par un penchant personnel, aimèrent militer dans les partis verticaux sur les idées, mais ils ne voulurent pas former — grégariens — un parti horizontal de classe, absolument contraire à leur tempérament et aux traditions nationales.

Ce caractère sociétaire, très prédominant, que le socialisme eut jusqu'alors le préserva de la rancune dictatoriale dont Primo de Rivera maltraita tous les groupements des partis existant à l'époque, sauf, bien sûr, celui qu'il venait de créer pour son usage personnel. Ce groupement s'appela U.P. — Union Patriotique — et (comme il arrive ordinairement parmi ses congénères personalistes) il ne parvint pas à survivre à son fondateur et propriétaire.

Lorsque la II^e République décida de convoquer des élections générales, les partis politiques de son flamboyant régime n'étant pas encore forgés, ni non plus reconstitués les groupes monarchistes à la suite des sévices autoritaires, la force électorale socialiste, l'unique qui se trouvait endiguée par une organisation experte et endurcie, valut au marxisme espagnol (*sui generis*, selon mes souvenirs) une prééminence parlementaire aussi flatteuse et circonstancielle que, facile à prévoir, fugace. Elle le fut, en effet; et le parti politique ne réussit jamais à acquérir une consistance de classe parce que ce parti attira davantage les arrivistes des autres classes que les extrémistes de la sienne propre.

L'arbitrage des consultations électorales ultérieures, pratiquement déci-

sif, car il put les résoudre dans un sens ou bien dans un autre, selon qu'il s'approcha de la droite ou de la gauche, fut commandé par les classes moyennes — la *mésocratie*, si l'on veut bien nous passer le mot — qui n'étaient pas celles de la « misère orgueilleuse » si ridiculisée par les caricatures de la fin du siècle passé, mais un prolétariat du travail intellectuel, beaucoup moins intéressant et beaucoup plus méprisé que le prolétariat du travail manuel.

Sous la Régence, dans les temps de la relève pacifique, la classe moyenne vint grossir indistinctement les rangs des deux partis historiques — et tournants — libéral et conservateur, dont les chefs, non moins éprouvés, connaissaient très bien les préférences et les besoins de leur nature croque-budgés. Et ils savaient aussi tenir compte de tout cela. Mais ils changèrent en changeant de siècle ; et les représentants du pays, dont l'élection avait été moins favorisée par le gouvernement que ceux de jadis, firent irruption dans les Cortès — le Parlement — de l'Espagne. On tâcha de donner un statut en amplifiant l'inamovibilité des fonctionnaires publics, et la classique rotation biennale des situations politiques subit des irrégularités politiquement inquiétantes et économiquement insupportables.

Les classes moyennes — les *mésocrates* — espagnoles se rendirent compte enfin que le salut de la classe exigeait, sans aucune excuse, rien de moins qu'un bouleversement révolutionnaire. Pour cette raison, un bon nombre parmi eux offrirent leur adhésion et leur concours à ceux qui préconisaient la *révolution faite des hauteurs du pouvoir*, sans s'arrêter un seul instant afin de tirer au clair le sens authentique d'une telle expression. Pour cela, les classes moyennes applaudirent tapageusement, sans déguisement (bien que pendant un temps très bref), le coup d'Etat de 1923 ; et, à la différence des ouvriers, ils tâchèrent de porter remède aux mauvais effets d'une dispersion de programme et de doctrine, en rendant solide le groupement de classe.

Le lien qui congloméra cette énorme masse encore amorphe mais non plus neutre fut un lien beaucoup plus passionnel qu'idéologique, un lien de négation, de ressentiment et, même, de haine. Le *Mésocrate* de 1931 — l'homme de la classe moyenne — enviait autant le prolétaire embourgeoisé que le bourgeois aux prétentions aristocratiques. Les vicissitudes économiques de la première après-guerre avaient fait que le salaire bureaucratique — de la classe moyenne — l'avoir ou la très pauvre rente du patrimoine hérité étaient tous les mois insuffisants pour prévenir la faim et la misère dans le foyer, et l'humiliation incessante du manque d'argent chronique, répétée tous les jours et dans tous les actes de la vie.

Cette légion immense de rancuniers cauteleux attendaient, en rongant patiemment leur frein, une conjoncture propice pour chacun de soulager leur atarabie grâce à l'impunité grégorienne. L'occasion se présenta d'une façon parfaite lorsqu'on leur demanda le vote secret, le 12 avril 1931, dans les élections municipales, qui furent politiquement décisives parce qu'elles étaient les premières que l'on célébrait depuis huit années et parce que l'échec catégorique de la dictature avait rendu nécessaire leur convocation.

Les *mésocrates* enflammés, sauf des exceptions très rares dans toute l'Espagne, ne votèrent pas, dans cette occasion, contre la monarchie, mais contre la personne d'Alphonse XIII, que le subconscient collectif

rendait responsable de tous les malheurs de la classe subis pendant son règne.

Deux ans plus tard cette même masse d'éternels aigris, frustrée par l'apogée socialiste, caractéristique de la période initiale de cette République qui avait perdu son moral, se rua en faveur des candidats de droite dans les élections générales de 1933, donnant aux adeptes de cette politique un triomphe tellement supérieur à celui qu'on avait prévu qu'il fut impossible d'en tirer un profit convenable. Le dernier va-et-vient correspondant à l'année 1936 démontra irrémédiablement la scission de la classe. Tandis qu'une majorité des électeurs votait, en février, en faveur du Front Populaire, une autre majorité des fils de famille, non moins considérable, prenait, en juillet, les armes pour rejoindre le soulèvement libérateur.

La saignée douloureuse de la guerre civile et la prolifération bureaucratique qui suivit la victoire ont atténué provisoirement la menace acrimonieuse que le problème social de la classe moyenne arriva à présenter. Mais si les bonheurs économiques promis d'une façon si répétée — et si vainement — par les grands chefs de mouvement et, hélas ! sans une confirmation ultérieure ; si ces temps prospères, toujours imminents, selon eux, s'avèrent chimériques, alors il est à prévoir et à craindre qu'au moment même où les pouvoirs autocratiques seront clos, le retour à la liberté sera aussi le retour de la haine de classe excitée par des *mésocrates* lésés, de tous les âges et de provenances très diverses.

D'autres dangers menacent cet avenir, peut-être immédiat. Les crises dictatoriales, évoquées dans les pages précédentes, en forme d'aperçu, furent toutes menées par quelque chef d'Etat qui pouvait les prévoir, ou dans le pire les résoudre d'une façon expéditive, mais avec pleine autorité. Les crises successives, monarchistes ou républicaines (quelques-unes aussi compliquées que celle que posa la mort d'Alphonse XIII), trouvaient leur salut grâce à l'intervention des organes constitutionnels, liés aux prescriptions du statut fondamental, ou aux lois complémentaires de l'Etat. Mais la règle de succession en vigueur, façonnée comme loi unique, que les Espagnols approuvèrent par suffrage universel, non seulement fait omission de la manière de pourvoir la vacance du chef de gouvernement, indépendamment de celle du chef d'Etat, mais aussi complique à souhait la désignation de ce dernier, transférée aux deux Conseils appelés de Régence et du Royaume (dont le peuple ignore la composition et les activités habituelles), l'élection *par quorum* des deux tiers, d'un roi, appelé à être le fondateur d'une dynastie nouvelle, ni traditionnelle, ni constitutionnelle — même pas élective — bien qu'héritaire, dont le vrai nom devrait être la monarchie espagnole de F.E.T. et des J.O.N.S. Cette loi ajoute que tout cela sera réglé dans un délai irrévocable de quatre jours, parce qu'on compte sur l'indéfectible soumission des sujets auxquels personne ne demande leur vote, et même pas leur avis sur une question qui les intéresse et les concerne sous bien des motifs et des façons.

Le recouvrement de la liberté, surtout sans formalités préparatoires, ne nous semble pas moins lourd de menaces et de dangers que la perte de la liberté en représente dans tous les moments.

La dictature, plus ou moins autocratique, est le régime que les pays politiquement arriérés supportent le mieux, et, bien entendu, celui qui

est le préféré de ses gouvernants. Ainsi doit être jusqu'à la fin des siècles.

Dieu omnipotent, avec une sagesse infinie, dota de liberté les êtres les plus parfaits de la création. A cause de cela quelques anges purent se révolter contre lui et le premier couple osa lui désobéir.

Mais la créature terrestre se révèle si médiocre que, lorsqu'elle juge nécessaire de se déclarer omnipotente, même pour le bonheur des autres plus que pour le sien propre, elle croit devoir remplacer la sagesse qu'elle n'a pas par les libertés dont elle dépouille les peuples.

CHAPITRE V

Des fictions constituées

L'obstacle le plus grand qui s'oppose à la construction d'une belle maison d'habitation confortable, sur un terrain disponible, est, d'habitude, l'existence, là même, de grottes ou de chaumières misérables mais habitées. Aussi la difficulté la plus grande que l'Espagne rencontre pour entreprendre une sérieuse réforme constitutionnelle, on doit l'attribuer à la fiction constituée employée comme succédané, jusqu'à présent, par le Mouvement.

S'ils n'existaient pas, même de nom (comme ils n'existent pas de fait), les organes de l'opinion, Cortès, procureurs, conseils municipaux, conseils généraux, garanties citoyennes, etc., le malaise qui se répand sur toute l'Espagne devant la perspective de notre avenir immédiat, plus ou moins proche, pousserait un grand nombre de personnes à exercer le droit de pétition, reconnu par le Fuero — statut — des Espagnols, et ces gens réclameraient unanimement la cessation immédiate de cette instabilité hasardée dans laquelle on nous maintient.

Il est certain que la sommité la plus typique de notre ère dans le champ de la culture est le goût artistique exquis des décors de théâtre, des mises en scène et des organisations et des exhibitions, en Espagne et à l'étranger, des chorales et des troupes de danseurs. Mais dans le colisée de la politique, qui sert aussi d'antichambre au musée de l'Histoire, on exige un peu plus que les tréteaux des baladins et les accessoires sortis du fond du magasin.

Tout ce qui se rapporte à la presse périodique, appelée à être, en raison de sa mission naturelle, l'indicatif fidèle de l'opinion publique, suffit à rendre évident cet état de choses. Le Mouvement a créé un ministère de l'information, une direction générale de la presse, des cours d'hiver, des cours d'été, des congrès, des conférences, des colloques, des prix de,

en, par, pour et sur le journalisme. Ce qui manque jusqu'à présent (mais personne ne fait le geste de vouloir y remédier) est une presse périodique digne de ce nom ; je veux dire différente de ces vieilles et démodées *Gazzetes* dont les mensonges délibérés deviennent dans notre pays proverbiales dans la lexicographie et légendaires dans l'histoire.

Le système de restrictions (moins appliqué déjà dans le secteur de l'alimentation que dans la zone intellectuelle) accuse des avantages positifs, bien que aussi, des inconvénients accrus. En comparant hier et aujourd'hui, à ce point de vue, nous nous rendons compte — nous et n'importe qui — que la grammaire a fait quelques progrès et la rhétorique des progrès considérables, tandis que l'esprit se trouvait en déchéance et la véracité perdait presque toute sa valeur. Depuis quel temps il est très fréquent que l'informateur soit obligé de raconter des choses différentes de celles qu'il sait, et l'écrivain doit publier des choses différentes de celles qu'il pense.

Je n'impute cette laide macule à la seule intervention de la censure gouvernementale qui a été, depuis les temps les plus reculés, une ressource indéfectible des gouvernements autoritaires. Aujourd'hui les autres gouvernements, même les ultra-démocratiques, éprouvent le besoin irrévocable d'une certaine censure ; parce que les complexités de la vie moderne, politique, économique et sociale transforment l'insolence de la liberté individuelle en la plus grande offense collective. Livrer à n'importe qui l'arme formidable de la publicité équivaut à distribuer indistinctement des projectiles atomiques parmi les gens civilisés et les hordes sauvages.

Mais ces complexités mêmes (surtout les économiques) accroissent démesurément l'influence potentielle du pouvoir public, sur tous, absolument sur tous les intérêts créés dans la nation ; aussi bien pour les initiatives individuelles ou entreprises privées que pour les groupes sociaux ou politiques. Ni le coût de l'obstination efficace, ni le risque des sanctions possibles ne permettent à aucun d'eux de faire la sourde oreille, et encore moins de désobéir, sauf d'une façon fugace, à toute sévère prohibition comminatoire réitérée des sphères du pouvoir.

La censure moderne sur les livres, sur les publications périodiques et sur les émissions de radio n'a pas besoin d'être comme elle fut et comme elle est toujours en Espagne, préalable d'une façon archaïque, minutieuse, comme marquée d'une main féminine et beaucoup plus puérilement chatouilleuse que l'amour-propre de ses protégés. Une indulgence élégante pour supporter les critiques occasionnelles, bien qu'elles soient brûlantes, accompagnée d'une rigueur sévère pour réprimer les campagnes subversives, mettrait peut-être un terme aux murmures (des calomnies sans doute) qui sur la gestion administrative du mouvement circulent d'une façon permanente. Si l'on parvenait à prouver comme étant véridique une partie au moins des irrégularités ourdies impunément à l'abri de quelque trafic d'influence, dont le récit se répète à voix basse en précisant d'une forme concrète tous les détails de la grosse affaire, du département ministériel où elle fut combinée, les prénoms et les noms des auteurs, des complices ou des receleurs, en outre le montant supposé des gains pillés par tous, ce régime, sous lequel nous vivons, devrait passer au jugement de la postérité comme un des plus incongrus, des plus incompetents et des plus immoraux de notre histoire.

La responsabilité de ce désaccord lamentable de l'opinion publique doit être attribuée, je crois moins à la censure gouvernementale qu'à

la consigne politique, invention napoléonienne très rarement employée en Espagne jusqu'au moment où le totalitarisme fit d'elle un modèle d'information dirigée, apte pour les peuples mineurs. Cette vieille antipathie, indiscrète et grognonne, qui sous le nom ou le surnom d'Anastasia fut au service de l'absolutisme, cette censure permettait de dire une demi-vérité, après avoir arrondi les angles. Mais la consigne totalitaire moderne impose aux organes de la publicité (quelles que soient les convictions personnelles et la signification politique de leurs propriétaires, directeurs, rédacteurs ou collaborateurs) tout ce qui peut profiter au vain dessein de fortifier l'unité nationale, non par l'action de la persuasion, mais par les mauvais arts de la duperie.

Les conséquences antiéducatrices des fictions constituées actuelles ne s'arrêtent pas à cela. Avec le concours aussi démoralisateur d'une classe militaire détentrice à délai indéfini du commandement, même les personnes les plus remarquablement bénéficiaires de la crédulité publique mystifiée finissent par se laisser convaincre par les mensonges que, tout en sachant leur valeur vaine, on ordonne ou on permet de propager noir sur blanc, dans les journaux, ou par les ondes de la radio.

Cette année 1953 est en train de nous offrir un échantillon typique de ce phénomène déconcertant. L'affirmation que, depuis les derniers jours du mois de septembre passé, on lance avec une plus grande clarté dialectique, dans tous les discours ministériels, dans tous les communiqués officiels ou dans tous les panégyriques mercenaires, donne comme résolu d'une façon définitive les trois ardues problèmes dont l'irréductibilité opiniâtre maintenait, et maintient encore, l'interdit au régime autocratique : à savoir, celui de l'unification du parti unique, décrétée en 1937 et pratiquement non faite ni avant ni après cette date ; celui de la structure organique nationale en syndicats verticaux, promise aussi à plusieurs reprises, mais qui n'a jamais été mise sur la voie de la réussite ; et l'incorporation de l'Espagne au bloc antisoviétique, non à cause de la bonne volonté des Européens réticents, mais par la volonté expresse et omnipotente des Américains.

M. Rafael Calvo Serer (dont la solvabilité de ses renseignements sont parallèles à la forte personnalité dans le Mouvement), dans un long article publié le mois de septembre dernier à la revue des *Ecrits de Paris*, sous le titre : *La politique intérieure de l'Espagne*, rend publiques des références très curieuses sur le parti unique unifié non seulement ignorées à l'étranger mais inconnues aussi de nous Espagnols qui vivons éloignés des intimités politiques et sans autres informations quotidiennes que celles qui sont diffusées par la domesticité publicitaire.

Il semble que la communauté gouvernante n'est encore parvenue à passer outre à l'invétérée différenciation entre les droites et les gauches, absurde et abominable d'après Franco, mais éternelle et universelle selon l'Histoire : car elle se perpétue imperturbable depuis des millénaires, à travers les époques et les latitudes différentes, en changeant seulement, souvent, les noms des camps ou les surnoms des clans, opposés d'une manière indéfectible en tout moment et en tout lieu. On n'est parvenu non plus à aucune transaction doctrinale entre monarchistes et républicains, traditionalistes et phalangistes, démocrates chrétiens et catholiques des autres nuances.

Le lien conglutinant de cette unité, péniblement formée, se base sur l'adhésion commune à la personne du Caudillo, avec la volonté générale d'obéir à ses ordres. Chef indispensable et sans remplacement pos-

sible selon les uns, moindre mal d'après les autres, il est pour tous une garantie de continuité dans la jouissance collective, sinon précisément du gouvernement, tout au moins des avantages politiques, sociaux et économiques que la seule possession du pouvoir suffit à conférer.

Mais la personne du chef de l'Etat et du gouvernement est, en qualité d'humaine, la plus irrémédiablement périssable de toutes les institutions du régime, sur la survivance duquel, à la disparition de Franco, l'article en question donne une impression digne des plus graves inquiétudes. Il ne s'agit pas d'une allégation polémique, mais d'un rapport technique sur les résultats d'une expérience de laboratoire. Le microscope professionnel de M. Calvo Serer lui a permis de découvrir l'identité symptomatique (qui échappe à l'œil des citoyens), parmi tant d'autres, d'un grand nombre de corpuscules organiques qui s'agitent maintenant dans le bouillon de culture du régime et les bactéries monarchistes ou les vibrions républicains dont le graphique de la reproduction conservée se trouve à la portée de tous. Il est fort à craindre — et à se méfier — qu'aussi ces germes pathogènes, lorsque le manipulateur cessera de les surveiller, obéiront à leur instinct naturel en se dévorant les uns les autres.

Le deuxième point concernant la juste valeur de tout ce qu'il y a de vrai dans la reconstruction syndicaliste de l'Espagne, on vient d'en avoir une référence parfaite dans la dixième conclusion du premier Congrès national de la Phalange. Voici, textuellement transcrit, tout ce qu'un témoignage d'une importance exceptionnelle fait remarquer sur cette réforme révolutionnaire, au bout de quinze années d'existence, en vigueur :

« On considère nécessaire la totale mise en vigueur de la « Loi de l'unité syndicale, lui donnant un règlement et des dispositions complémentaires en vue de son application immédiate. Les syndicats verticaux encadreront tous ceux qui participent à la production, à la seule considération de la branche où ils exercent leur activité, ayant à leur charge la formation d'une opinion cohérente, capable d'influer les organes de l'administration publique. Les syndicats doivent se saisir des fonctions qu'aujourd'hui ils partagent avec les autres organismes officiels et privés, comme les Chambres, les commissions, les groupements, les consortiums, les corps de métiers etc., qui en assumant les fonctions syndicales brisent les principes de l'unité et stérilisent ou diminuent l'efficacité des entités syndicales en altérant l'action politique de l'Etat. »

Les rédacteurs de cette dixième conclusion, et moins encore leurs votants, ne se rendirent pas compte du contresens qui résulte de vouloir imposer un ordre vertical à la structure économique du pays et, en même temps, repousser cet ordre pour la formation politique, au risque que, l'inexcusable horizontalité d'alors se retourne à l'avantage exclusif de l'esprit marxiste de classe. La solution dictatoriale du parti unique dans le camp des idées doit s'assembler, en bonne logique, dans le camp des intérêts, avec la solution du syndicat unique.

Le troisième point de cette analyse critique se rapportant aux questions internationales fut éclairci, à la suite de la signature de la convention hispano-américaine, dans des conversations, d'information de presse, des journalistes avec les deux chefs des Etats signataires. Un rédacteur envoyé spécial de l'*United Press* interrogea ainsi Franco :

« Peut-on espérer que le gouvernement espagnol serait (*sic*) disposé

à prendre en considération une collaboration militaire et économique avec la France et l'Angleterre ? »

La réponse sans équivoque fut celle-ci :

« Ce cas ne s'est pas encore présenté, et je crois qu'il ne se présentera pas... Pour toute collaboration on a besoin d'une cordialité dont rien n'est fait pour y parvenir. »

Interrogé à son tour, par un autre journaliste sur l'authentique portée de l'instrument diplomatique signé récemment à Madrid, où on a l'habitude de l'appeler par le nom (dans ce cas hyperbolique) d'alliance, Eisenhower répondit catégoriquement :

« C'est un contrat de ceux que l'on appelle *do ut des* : l'Espagne nous accorde des bases militaires en échange de notre aide économique. »

La chronologie, fidèle auxiliaire de l'Histoire, corrobore exactement cette interprétation du pacte bilatéral. Pendant tout le laps de temps des trois dramatiques années 1947-1950 la menace apocalyptique de l'impérialisme soviétique, surabondamment armé, pesa sur l'Europe désarmée. Mais même alors l'Espagne ne montra aucun désir de renoncer à son impassible isolationnisme, ni le bloc fédératif européen, patronné par l'U.S.A., ne donna, non plus, des signes de vouloir compter sur l'Espagne. Notre patrie répétait le geste traditionnel de tracer son itinéraire historique contre le courant conventionnel des autres pays.

Mais le panorama de 1953 est déjà bien différent. La troisième guerre ne sert de motif à des effets de propagande, et l'on ne peut concevoir l'Union soviétique commandée par Malenkov, lançant une agression soudaine non à l'Espagne lointaine, mais pas même à ses plus proches voisins balkaniques, libres du joug russe. Sur les prévisions de l'avenir la raison humaine nous dit que toute tentative de débarquement naval ou aérien dans notre péninsule présuppose — aussi bien que pour toute invasion terrestre — la conquête et la possession des têtes de pont européennes ou africaines.

Pourquoi a-t-on signé une convention si anachronique ? Parce que le puissant et récent impérialisme des U.S.A. (qui se trouve être le résultat des circonstances universelles plutôt que de la volonté nationale) se sent flatté de posséder, quoiqu'il soit en partage de domaine temporaire, des bases militaires sur la vieille Europe, dont l'importance stratégique égale la renommée historique. De son côté, le gouvernement espagnol, traqué par les ingrates vicissitudes économiques, croit indispensable de céder, en transfert rémunérateur, un peu des bonnes choses qu'il conserve encore, comme les directeurs des clubs de football dans l'embarras ont l'habitude de transférer leurs joueurs les plus renommés.

Le succès final de ce *do ut des*, risqué sur un si grand nombre de points, correspond au secret de demain, et seulement Dieu peut le pénétrer. Nous, ses créatures terrestres, nous savons bien que des trocs analogues, de factoreries contre marchandises, initient depuis des millénaires des exploitations du type colonial, à l'avantage parfois des deux parties.

L'unique fait positif, jusqu'à présent, est qu'une autocratie irresponsable vient de supprimer, de sa propre et exclusive autorité, sans audience et, tant s'en faut, sans consentement exprès des Espagnols, deux traditions du pays : les prérogatives — droits régaliens — dans le Concordat avec le Vatican, et la neutralité, dans le pacte hispano-américain.

CHAPITRE VI

Des élections libres

Je briserais la sincérité ingénue sous le signe de laquelle j'écris cet opuscule (destiné peut-être à une publication posthume) si j'omettais de consigner, à titre de lien entre le sujet de ce chapitre et celui du précédent, mon avis sans transcendance, mais suffisamment médité, sur les droits régaliens de la Couronne et la neutralité de la Nation. Tous les deux dans ces jours-ci du vingtième siècle sont devenus deux vieilleries à mettre dans les débaras, car ils sont définitivement inutilisables.

Je crois, cependant, que le simple fait de soumettre à l'approbation de l'organisme appelé Cortès des compromis d'une importance aussi capitale que ceux qu'on vient de contracter dans le Concordat avec le Vatican et la convention hispano-américaine, implique reconnaître que l'Espagne du Mouvement est parvenue à sa majorité politique, et impose (sauf que cet acte constitutionnel ne soit qu'une formalité routinière) de doter le pays, le plus tôt possible, d'un organisme représentatif plus authentique, plus capable, plus prestigieux et plus efficace que celui qui existe à présent.

Aucune personne d'expérience et de bon sens ne peut imaginer les Cortès actuelles capables de résoudre, avec indépendance et efficacité, le problème de la succession de Franco dans les règles que la loi en vigueur précise. Et, moins encore, que le candidat élu roi, par les voix unanimes de ses procureurs, puisse s'installer commodément, et avec tranquillité et confiance, sur le trône vacant.

Or l'échec de la fiction constituée (que l'on peut seule escompter avec les plus grandes probabilités de deviner) obligerait le gouvernement d'alors, quelles que soient sa signification politique et sa structure administrative à recourir au pourvoi devant la communauté nationale. Mais

de quelle façon ? En convoquant hâtivement des *élections libres*, car la consultation du pays, pratiquée en cette forme, est aujourd'hui dans le monde libre une panacée ordonnée universellement contre tous les détraquements organiques graves.

Le souvenir de tout ce qui s'est passé dans notre patrie après la dictature précédente (évocation qui persiste vivante dans ma mémoire, parce que j'ai assisté de près à l'épisode et j'en ai façonné, par la suite, un essai critique) me suggère, en vérité, d'inquiétants soupçons. D'après la généralité des personnes cultivées, méritent d'être appelées élections libres toutes celles qui ont lieu en quelque endroit que ce soit, avec droit de suffrage le plus universel possible, par vote direct et secret, sans l'intervention coactive du pouvoir public ni celle falsificatrice des partis adverses.

En effet, la simple extériorité du cas est bien celle-ci, mais, en analysant les faits, on remarque que l'inconscience civique de la masse électorale et l'immense orgueil des faux intellectuels de la soi-disant minorité dirigeante peuvent porter à la liberté citoyenne des dommages plus graves que ceux qui sont produits par une éventuelle intrigue électorale. Lorsque la mauvaise éducation politique des créatures du suffrage universel, aussi bien chez les électeurs que les élus, met en danger la totalité des choses, une dictature autoritaire prend tout de suite l'apparence d'un salut providentiel.

Les résultats des élections espagnoles de 1931 et de 1936 sont encore dans la mémoire de tous. Celles que l'on pourrait convoquer en 1954 ou 1955, qu'apporteraient-elles ? Il n'est pas possible de tirer cela au clair sans une analyse préalable des changements que la république et le mouvement ont opérés dans la structure sociale et politique du pays, pendant un quart de siècle environ, et l'exposition complète d'un sujet si complexe exigerait ici un espace excessif. Donc, je me limiterai à donner une synthèse des conclusions.

Notre conformation sociale, qui, depuis les temps de la féodalité, était la moins irrégulière de l'Europe, a éprouvé un plus grand aplanissement pendant les dernières quinze années. Les privilèges de la noblesse subsistant dans la contexture du Sénat disparurent avec la Constitution de 1876 et avec celle de la cour royale tombèrent en désuétude les prééminences palatines.

La haute classe aristocratique, riche, aisée, quel que soit son nom, descend, déchoit et se défigure visiblement. Dans l'endroit où il faut mettre la *profession*, sur toute la paperasse administrative qu'il faut remplir continuellement pour des raisons fiscales, électorales, policières, statistiques, etc., on se pavanait, il n'y a pas longtemps, avec une arrogance ingénue, en écrivant ces deux mots qui sonnaient bien : *propriétaire* ou *rentier* ; bien qu'il s'agissait parfois du propriétaire d'une toute petite maison ou du modeste bénéficiaire d'une pension civile.

Aujourd'hui, ces deux qualificatifs se trouvent dans un discrédit généralisé parce que ceux qui les entendent ou les lisent s'imaginent qu'il s'agit de deux expressions aussi ironiquement railleuses que celle de *capitaliste*, un bon mot aussi de saynète, mais encore plus ancien. D'ailleurs, une crainte bien sage du fisc pousse la richesse prudente à camoufler avec un mimétisme parfait ses signes extérieurs de richesse les plus caractéristiques et jaloués.

Au commencement de ce siècle, il fut possible encore d'établir une différence, dans le lexique et dans la vie quotidienne, entre le prolétarisme de *redingote* et celui de *blouse* ; mais depuis que l'économie dirigée influence autant le secteur public que le secteur privé, le luxe vestimentaire et les autres manifestations de l'opulence beaucoup moins accessibles (bijoux, train de vie, collections d'antiquités, automobiles, etc.) peuvent très bien ne correspondre qu'à un éphémère usufruit de la faveur officielle.

Une fois fermée cette parenthèse, en définitive anecdotique, la stratification sociale se raccommode, sous le signe principal du moyen de subsistance familiale ou individuelle ; c'est, à savoir, le salaire pour la classe ouvrière ; le traitement, pension ou rémunération pour la classe moyenne ; et pour la classe aisée ou riche l'accumulation de l'épargne, le profit des affaires ou le capital du patrimoine. Ceux qui seront tombés dans l'extrême pauvreté, quels que soient leur rang et les causes de leur déchéance, intégreront le prolétariat authentique.

Alors les aristocrates et les bourgeois, les riches héritiers et les enrichis de la veille, les sommités, quels que soient leur profession ou art, et les chanceux de tous genres, qu'un tour de la roue de la fortune a improvisés millionnaires, tous vivront sur le pied de l'égalité tant qu'ils conserveront un certain équilibre des possibilités de chacun. Depuis que les facteurs spirituels ne déterminent plus la hiérarchie sociale, comme au temps passé, prévaut, notoirement unique, ce qui déjà, au moyen âge, s'appela *possession d'avoir* ; bien que non estimé au juste, comme alors, sur le discernement sélectif du meilleur usage, mais sur le jugement quantitatif moderne du plus grand volume.

La richesse de proverbes classiques nous donne d'abondants échantillons où le *magot* populaire et métaphorique se subordonne à d'autres qualités humaines d'ordre moral, intellectuel ou simplement esthétique. Ces proverbes ont été vulgairement remplacés par cet adage sournois : « L'argent fait l'homme. »

Cette analyse synthétique ne se propose pas de nuancer le changement opéré, mais de faire une enquête sur le ton général, laissant de côté les exceptions, peu nombreuses certainement, mais toutes offrant un relief très marqué, et, parmi elles, quelques-unes d'un rare mérite. Ces *droites* de la monarchie, qui risquèrent, magnanimes, le bien-être, la fortune et la vie pour s'opposer, victorieuses, à la démagogie, à l'anarchie et au communisme, maintenant lambinent sous l'égide provisoire d'une autocratie irresponsable ; et elles sont paresseuses dans leur civisme et myopes en politique.

Notre clergé séculier et régulier sortit rehaussé de l'épreuve récente de la persécution implacable, parvenant à la surmonter avec une intrépidité évangélique. La victoire de 1939 le plaça, d'un geste capitulin, à la droite du César ; mais cette épreuve d'apothéose devient pour le clergé beaucoup moins propice.

Parmi les Espagnols, il arrive fréquemment que celui qui ne fléchit pas comme martyr devant l'abîme d'aucune roche tarpéienne s'évanouit comme héros devant les cimes d'un Capitole quelconque. Notre philosophie populaire, d'un Sénèque rusé et paysan, perpétue ce même avertissement dans un proverbe des Asturies qui dit : « Si tu veux connaître ton voisin, donne-lui un petit poste de commandement. »

Les théologiens de soutane, de redingote ou de gabardine, qui exercent d'une façon totalitaire la censure morale du Mouvement, font la discrimination de l'importance des commandements de Dieu avec une intrépidité beaucoup moins évangélique que celle d'antan. Ils portent à l'extrême les sévérités et les sermons lorsqu'il s'agit de péchés contre le sixième ou le neuvième commandement, et ils répandent à flots l'indulgence et le pardon sur ceux qui tombent dans l'infraction au septième ou au dixième. Et ceux-ci, sous la faveur des grands maîtres de la morale régnante, n'extériorisent aucune intention d'amendement et, moins encore, de restitution pénitentielle.

Le huitième commandement, le plus abandonné de tous, souffre de ce que les experts en droit romain appellent *capitidiminution* moyenne : parce que, tandis que l'on exempté les gouvernants de leur stricte observance, on exige des sujets une autorisation gouvernementale pour dire des vérités indiscrettes, et même pour réfuter les faux témoignages lancés des hauteurs du pouvoir.

Tout ce que les moralistes du régime écrivent sur le sujet, éternellement actuel, des calamités publiques est beaucoup moins tout ce qu'ils entendent, voient et passent sous silence; mais la façon qu'ils ont de traiter tous ceux qu'ils frappent d'anathème, sous l'inculpation d'hétérodoxie, suffit bien largement pour démoraliser la généralité des fidèles, en leur révélant que la prédication ascétique peut être compatible avec l'absence de charité chrétienne.

Les autres classes sociales ne sont pas restées, elles non plus, dans l'immuabilité pendant le laps de temps connu. Le progrès niveleur a adouci parmi les *mésocrates* (mais non parmi les prolétaires) une partie considérable des anciennes rancunes, jalousies ou haines, tandis que la prolifération des postes bureaucratiques ou des sinécures administratives contribue à porter un remède aux pénuries invétérées, et l'invention mirifique du *estraperlo* — combine, système D, marché noir — offre aux impatients sans scrupules un merveilleux Eldorado à l'enrichissement injuste.

Or il est vrai que pendant cette même période la crise économique nationale prit presque continuellement des proportions d'angoisse; mais son caractère général la rendit plus supportable au noyau social, qui fut la victime presque unique de la crise précédente, aussi grave, que j'ai évoquée dans des pages précédentes.

Le *mésocrate* typique de l'Espagne, modérément éperonné par la convoitise, espère perpétuer les traits caractéristiques de la personnalité littéraire, conquise par ses ancêtres dans le roman et le théâtre. Il continue à affirmer, d'un aplomb de convaincu, qu'il croit en Dieu et que, pour cette raison, il est catholique, mais qu'il se méfie des *prêtres* — des curés, comme il dit — et que, pour cette raison, il est anticlérical. Il débâture à tort et à travers, matin et soir, contre le gouvernement, les actes, les idées et les mœurs de l'Espagne, mais il ne tolère pas que l'on puisse douter de la supériorité de tout, absolument tout, ce qui est espagnol, sur tout ce qui existe ou peut exister dans le monde.

Notre *mésocratie* féminine était encore en 1936, après cinq années de République, le bastion le plus solide de la religion, de la patrie et de la famille, selon la *manière ancienne* de comprendre cette trilogie. Mais les conflits incessants et écrasants de l'économie familiale, les infiltrations de

l'étranger, à travers le roman traduit, de la radio et du cinéma, et surtout les émancipations précoces des enfants, sans distinction de sexe, ont ouvert sur ce vétuste rempart social des crevasses et même des brèches qui annoncent une ruine proche.

Depuis le commencement de ce siècle, la classe ouvrière est parvenue à être non précisément la collectivité sociale de prédilection, mais la plus flattée de notre pays. Elle reçoit les compliments, noir sur blanc et bien tournés, des écrivains et des orateurs, qui, en même temps, prodiguent les vérités amènes, les discourtoisies superflues et même les injustes médisances aux autres classes sociales.

Pendant tout le règne effectif d'Alphonse XIII, il n'y eut pas de situation ministérielle stable qui omit de soumettre à la signature royale des lois ou des décrets rectifiant l'individualisme du XIX^e siècle et favorisant le travail, dans quelqu'un des aspects de son opposition au capital. J'ai expliqué à plusieurs reprises de quelle manière le traitement de faveur que la dictature de Primo de Rivera dispensa à l'Union Générale des Travailleurs prépara au socialisme son énorme triomphe électoral de 1931.

La II^e République n'accéléra pas le rythme des réalisations pratiques en matière sociale, mais elle fit plus magnifiques la quantité et la qualité des promesses pour un demain proche que sa triste destinée historique l'empêcha de vivre. Je crois inutile d'apporter ici les textes à l'appui sur ce qui concerne la révolution nationale syndicaliste. Le Mouvement ne se montre pas moins prometteur et moins hyperbolique que les régimes précédents.

Notre Tiers Etat ouvrier est au XX^e siècle la victime du même malheur qu'au XIX^e siècle le fut le Tiers Etat bourgeois. Les largesses doctrinaires des dirigeants de la nation mettent dans une situation difficile les leaders des partis, parce qu'ils les obligent à donner un plafond, doctrinairement aussi, beaucoup plus élevé aux revendications collectives; un peu plus élevé que celui des offres spontanées et même des compromis ministériels solennels, au risque constant que l'enfant gâté ne demande à grands cris qu'on lui apporte la lune au berceau.

Le changement récent touche aussi le prolétariat moderne, qui subsiste exclusivement grâce aux dons d'autrui, parce que la vie espagnole d'aujourd'hui diffère beaucoup de celle des dernières années du siècle passé.

L'exode rural, en croissance continue; les enclaves urbaines dont la grande industrie a besoin dans les quartiers proches du centre manufacturier ou minier des exploitations pour loger des centaines de travailleurs déracinés généralement de leur terroir natal; les réformes urbaines qui déplacent les nécessiteux vers les zones misérables de la banlieue, et aussi les besoins répétés d'un changement de voisinage ou le déplacement d'une famille entière, sans accentuer les traits caractéristiques de chaque classe sociale, plutôt les adoucissant, ont supprimé les occasions de connaissance mutuelle, et les opportunités des rapports amicaux, donnant pâture à l'incompréhension, à la méfiance et à l'antipathie réciproques.

D'ailleurs, la mentalité moderne de l'Etat attribue aux organismes officiels des charges qui, pour le bonheur de tous, assurèrent pendant des siècles la charité chrétienne, la solidarité humaine ou l'esprit civique.

En outre, d'être très douteux que nous gagnerons au change, l'on pré-

voit déjà deux dangers graves à l'avenir : la tyrannie partisane de l'Etat providentiel et la rébellion spartaquiste de la masse tombée en esclavage.

Donc, jamais ne fut si ostensible le dénouement social de l'Espagne, ni plus notoire l'inconscience politique des Espagnols.

Tant que ces deux circonstances dureront, les élections *sincères* ne serviront à rien ; parce que dans un pays où le corps électoral reste inorganique, le vote le plus libre deviendra le plus anarchique, et le résultat de la lutte sera forcément confus et contradictoire.

CHAPITRE VII

Restauration ou guerre civile

Pourquoi l'horizon politique espagnol, dans une atmosphère nationale si tranquille (elle ne le fut que de rares fois depuis le début de ce siècle), se couvre-t-il de nuages livides de tempête ? Je crois trouver l'explication de ce phénomène déconcertant dans l'un des derniers essais critiques d'Arnold Toynbee, qui porte comme titre : *Le Monde de l'Occident*, bien que l'attention du sagace historien ne soit pas attirée par le cas concret de l'Espagne.

Les pages brèves, mais profondes, de cet opuscule rappellent que le monde oriental s'opposa d'une façon tenace et, aussi, efficace pendant des siècles à la pénétration religieuse de l'Occident ; mais à présent il reconnaît de bon gré la supériorité de la technique occidentale et tâche de l'assimiler avec une impatience avide, là où il lui est possible de le faire et lorsque l'occasion lui est favorable.

L'un des articles les plus cotés de l'exportation occidentale est la démocratie parlementaire, garantie infaillible, selon les prospectus de propagande, du bien-être des nations et du progrès des peuples. La foi dans ses vertus hygiéniques et curatives est devenue si générale que de la marque du produit prestigieux on se sert un peu partout pour une exploitation lucrative des falsifications grossières.

Sa vogue publicitaire date vraiment des temps bien reculés. La Russie des tzars sembla, jusqu'en 1905, l'archétype des autocraties, respecté et même admiré indistinctement par les monarchies et par les républiques. Mais, en cette date mémorable, sous les sévices de la défaite extérieure et la menace de la révolution intérieure, l'oligarchie russe elle-même, persuadée déjà de la supériorité des institutions politiques occidentales, initia, par instinct de mimétisme, la transformation de l'empire en démocratie, achevée en 1917 par l'intronisation catastrophique de Lénine.

Les effets qui suivirent le résultat de cette expérience paradoxale ne furent pas ceux d'un coup de vent, mais ceux d'un tremblement de terre.

Ce manifeste socialiste, lancé par Marx et Engels à la publication universelle un peu avant la moitié du XIX^e siècle, était encadré encore, dans les extrêmes, mais indiscutablement, dans la civilisation occidentale, c'est-à-dire : gréco-romaine, judéo-chrétienne. Ce manifeste augurait, c'est certain, pour une date plus ou moins lointaine, l'unification de toutes les classes et la dictature du prolétariat dans les pays les plus civilisés du monde; mais non par un rescrit césarien d'un tribun de la plebe érigé en tyran, mais comme l'aboutissement inéluctable d'une évolution naturelle commandée par des facteurs en prédominance économiques.

Bien au contraire, l'outrance provocatrice de la subversion bolcheviste accusa, depuis le premier jour, un embranchement direct avec l'immémorial et authentique despotisme asiatique, bien que l'orgueilleux Occident eût besoin de plus de cinq années pour commencer à se rendre compte que le toxique virulent du communisme rongait déjà la moelle et les entrailles de sa civilisation vénérée. La réaction indéfectible fut, à cause de cela, tardive et démesurée. Le sursaut graduel qui fit se rendre compte enfin les Américains et les Européens que leurs convictions les plus profondes, leurs affections les plus intimes et leurs intérêts les plus appréciés étaient en train de courir un risque épouvantable, fit répandre beaucoup plus solide l'idée, à outrance aussi, que le libéralisme démocratique, correct dans les considérations et bornes du jeu occidental honnête, ne parviendrait pas à opposer une résistance au ruffian gigantesque qui se ruait sur lui s'il ne se servait pas des mêmes armes défensives que son ennemi et s'il n'employait pas des armes offensives plus puissantes. Il y eut alors dans la guerre universelle, chaude ou froide, des heurtements alternatifs, résultant des réactions opposées, pareillement imitatives. Toute réaction totalitaire de l'Occident répondit à une fugace, mais démoralisatrice hégémonie de la furie sur la technique et de l'humanité primitive sur la raffinée. Si le David moderne n'avait pas senti plus d'une fois que la foi en lui-même et la confiance dans les moyens qu'il est capable de se procurer s'énermaient, non plus il n'aurait mis de côté la fronde *giganticide* pour lutter contre Goliath, dans un corps à corps sauvage. Ce péché contre l'esprit de la civilisation entraîne une pénitence sévère, parce que (comme dans les pratiques anticonceptionnistes dont il partage la fraude punissable), d'habitude, il est puni de stérilité irrémédiable.

Il est très rare le chef d'Etat totalitaire qui abrège volontairement la période de son pouvoir universel en échange de procurer à son travail réformateur quelque garantie de continuité. Les dictatures ont le défaut de faire la sourde oreille et même de museler leurs contradicteurs les mieux intentionnés. Elles tombent écrasées par leurs ennemis les plus acharnés, pour lesquels constitue un engagement d'honneur politique la destruction de l'œuvre d'un gouvernement tyrannique, d'après eux, qu'ils ont combattu aveuglément, dans la clandestinité ou dans l'exil, dès son avènement à sa chute. L'unique exception que l'histoire contemporaine enregistre a été analysée par Toynbee, dans son essai critique précité, avec une maîtrise tellement incomparable que je me décide à transcrire *in extenso* son jugement magistral; il dit :

« Mustapha Kemal fut l'un des jeunes officiers qui étaient emplis des idées occidentales. Il recevait une éducation militaire occidentale

dans les derniers jours du régime de Hamid. L'heure de Mustapha Kemal arriva lorsque la Turquie fut mise hors de combat comme conséquence d'avoir partagé la défaite de son alliée l'Allemagne, dans la première guerre mondiale. Kemal eut l'intelligence de comprendre que les demi-mesures de réforme vers l'Occident, furent toujours un désastre pour la Turquie ; dans ce moment-là, elles seraient un coup fatal. Sa politique consista à essayer une transformation totale de la Turquie vers la vie occidentale. Cette révolution fut menée à bout par un dictateur agissant à travers un parti unique qui monopolisait le pouvoir, et probablement on n'aurait pas fait tant de choses si rapidement avec une méthode moins arbitraire. En 1919, la Turquie dut abandonner sa vie ancienne ou mourir, et le peuple choisit la vie par tous les moyens. L'un de ces moyens fut la période de soumission à un régime de type fasciste-nazi-communiste, bien que, en Turquie, l'institution dictatoriale d'un gouvernement de parti unique ne fût jamais portée aux extrêmes totalitaires. La conséquence, cependant, est impressionnante et emplit de promesses. Dans les élections générales de 1950, la Turquie avança d'un régime de parti unique à un régime de deux partis par un accord volontaire, sans violences et sans effusion de sang. Le parti qui avait eu pendant si longtemps le monopole de l'Etat acceptait maintenant la volonté des électeurs, d'abord en leur permettant de voter librement, et ensuite en considérant les voix des adversaires comme un avertissement pour le parti qui jusqu'alors avait gouverné. Il se retira de ses fonctions publiques et il permit à l'opposition de prendre le pouvoir. De son côté, l'opposition fit preuve du même esprit constitutionnel. Lorsque ses hommes prirent le pouvoir, ils n'en abusèrent pas. Ils ne dictèrent pas des mesures vindicatives contre des adversaires qui avaient respecté les résultats d'une élection libre, laissant la route libre aux vainqueurs des urnes. »

Le lecteur se souviendra sans doute que trois ans plus tard la République portugaise venait de suivre, en 1953, l'exemple de la Turquie. Dans le pays frère, non plus, « l'institution dictatoriale d'un gouvernement de parti unique ne fut portée à des extrêmes totalitaires ». Oliveira Salazar, de même que Kemal Ataturk, eut besoin, pour venir à bout de l'anarchie, de réorganiser l'administration publique et de procurer à sa patrie la considération extérieure, le progrès intérieur et l'enrichissement national collectif qui, d'une façon si justifiée, impressionnent les étrangers et servent de motif d'orgueil aux nationaux.

Le docteur Salazar, se sentant dans la plénitude de son prestige, a convoqué et fait célébrer les élections de l'automne dernier avec la suppression préalable de la censure gouvernementale, une large autorisation de constituer des partis nouveaux et un respect irréprochable du vote citoyen.

Le triomphe électoral du gouvernement fut, au Portugal, aussi complet qu'il aurait été vraisemblablement en Turquie si l'existence et l'autorité de Mustapha Kemal avaient été présentes encore en 1950. Mais cela resté hypothétique et, en outre, épisodique. Ce qui est transcendant est la présence nouvelle d'une opposition légitime, capable de contrôler les actes du gouvernement, de corroborer ou de réfuter ses paroles, de polariser les mécontents, d'attirer les dissidents et de s'ouvrir un chemin vers le pouvoir, à travers des urnes et non des fusils et des canons.

Ainsi donc, dans l'Occident de l'Europe, depuis le « rideau de fer » jusqu'aux bords de l'Atlantique, il n'y a que deux nations ouvertement

antilibérale : la Yougoslavie et l'Espagne ; l'une, dictature communiste et antisoviétique ; l'autre, monarchiste, totalitaire de droit, bien que non, jusqu'aujourd'hui, de fait.

Si nous nous en tenons à conjecturer l'avenir espagnol et à discerner tout ce qui abonde le plus dans le cœur de nos dirigeants, en analysant leurs propres paroles, nous devons croire que leur idéal politique se trouve plus près de celui, déjà historique, de Mussolini que de la doctrine flamboyante d'Oliveira Salazar. Il y a vingt ans que l'on reconnaît à la Phalange le rang de parti unique, sans que, dans aucun moment, jusqu'aujourd'hui, elle ait rempli les fonctions qui appartiennent à cette qualité excellentissime. Mais la première conclusion de son Congrès national, célébré en octobre dernier, contient une pétition respectueuse, mais significative concernant cette question, et le but précis de mettre un terme à cette anomalie prolongée.

Ce texte dit littéralement :

« Le vingtième anniversaire de la fondation de la Phalange lui impose un examen de conscience sévère, indispensable pour définir le but de sa mission future et pour renouveler et accroître ses vertus originaires qui lui donnèrent, dans des occasions mémorables, la force, la clarté et l'héroïsme pour le meilleur service de la patrie. La Phalange se considère elle-même l'instrument normal pour affronter la tâche d'unir et contenter les Espagnols autour d'un Etat qui, toujours, serve la liberté de l'Espagne, et qui obtienne l'honneur de fournir la dialectique et les consignes idéales qui puissent constamment maintenir l'esprit des Espagnols dans l'action vigilante et tendue, et rendent les idées fondamentales du soulèvement vives et pures. »

La Phalange n'est en réalité, dans le régime en vigueur, qu'une des pépinières gardées pour l'extraction de plants hiérarchiques. La Phalange, sur ce point de vue, est équivalente, en importance et en utilité, aux autres pépinières de la collaboration franquiste : celle des traditionalistes, des catholiques, des monarchistes, etc.

Ces faits devaient être ainsi. Difficilement, ils auraient pu s'offrir d'une autre façon. José-Antonio Primo de Rivera, le suprême animateur de la jeunesse contemporaine de sa courte vie, gagna, dans son acharnement si glorieux, le laurier du héros et la couronne du martyr. Mais ce fut précisément cette immolation exemplaire, ce qui l'empêcha d'acquérir l'expérience nécessaire pour devenir un remarquable homme d'Etat espagnol, comme il l'avait auparavant mérité et gagné. Il n'y a pas un seul phalangiste de la vieille garde, et très peu de la jeune garde sans expérience, qui puisse croire avec une sincérité ingénue que la pensée du fondateur (si Dieu voulait qu'il soit encore parmi nous), sur des problèmes si ardues et complexes du présent et de l'avenir de l'Espagne, serait encore, en 1954, la même qu'elle le fut vingt ans auparavant. Mais, étant donné que sur l'idéologie José-Antonio n'a pas eu de continuateur capable de concilier la ligne principale du phalangisme avec les extraordinaires ondulations historiques des dix dernières années, ses adeptes sont forcés de reproduire avec tous les points et toutes les virgules les écrits et les discours, antérieurs à la croisade, dont le contenu est transformé en fossile par l'esclavose du temps. La doctrine de la Phalange devient ainsi la règle pieuse d'un ordre chevaleresque obligé de garder un sépulcre vénéré.

Ce mal ne produit pas un ravage irréparable, parce que la récupéra-

tion positive et ostensible du prestige de l'Espagne devant le monde n'est pas l'œuvre du parti unique ni des gouvernements successifs du régime, mais l'ouvrage bien personnel et insurmontable de Francisco Franco. Une plus grande relation politique et diplomatique de notre pays avec les autres de l'Occident européen, conduite par des gestions ministérielles successives, aurait déjà placé notre patrie au même niveau que le Portugal, et peut-être que celui de l'Italie ou de la France.

Mais la récupération heureuse précitée n'est pas une autre origine, et elle n'a pas un autre fondement que la jouissance d'une tranquillité intérieure, solidement cimentée et inespérément durable ; ainsi donc, l'apogée espagnole se traduit seulement par des ruées touristiques, par des échanges fréquents de visites protocolaires ou des rencontres sportives, par la multiplication des congrès ou des assemblées et l'affluence jamais égalée d'ambassadeurs ou de ministres plénipotentiaires consacrés à négocier des conventions commerciales, ou bien ce qui a été appelé par Eisenhower des pactes *do ut des*.

L'unique garantie de cette bienfaisante tranquillité publique est le respect et l'obéissance qu'impose et inspire la personne du chef suprême de toutes les forces militaires et policières de la nation.

La disparition imprévue du Caudillo, tandis que les circonstances actuelles persistent, placerait l'Espagne dans une situation plus chaotique encore que celle de 1936 ; sans un successeur connu, sans un instrument de gouvernement efficace, sans opposition prévue pour la relève, sans un corps social organiquement civique, sans un corps électoral conscient et prévenu sur la véritable situation du pays ; sans, même pas, une norme légale statuant pour le convoquer et le consulter avec fruit et profit.

Il serait sensé, dans une contingence si menaçante, malheureusement non imprévisible, d'attribuer, sans aucun délai, les pouvoirs publics vacants à la personne royale, qui, alors, serait l'héritière avec une légitimité stricte des droits de succession de notre monarchie millénaire, ne le reconnaissant pas, tout de suite, comme roi d'Espagne, mais lui donnant la charge de présider, comme Humbert II le fit en Italie, la lutte citoyenne indispensable pour parvenir à la solution définitive de la grandiose question constitutionnelle. Uniquement ce prince pourrait agir dans cette période très difficile comme arbitre par la grâce de Dieu et non par des arrangements humains. Toute élection préalable, précitée et préparée par les partisans d'un roi, d'un président de la République ou d'un nouveau dictateur provisoire, ferait revivre le feu mal éteint de notre dernière guerre civile.

CHAPITRE VIII

Risques de colonisation intérieure

L'obstacle le plus difficile à franchir et contre lequel se heurte, dans l'esprit du Caudillo, toute suggestion d'une rectification de la route qu'il suit imperturbable, est son intuitive certitude qu'il est en train de conduire l'Espagne vers la plénitude de ses destinées historiques.

Ce déterminisme messianique a des points de contact beaucoup plus directs avec l'Ancien Testament ou le Koran qu'avec le paganisme grec ou romain, la mythologie germanique ou scandinave. Mais ces différences d'origine n'affectent pas la similitude des résultats, parce que l'intrépidité d'un prophète ou d'un *rogui* face aux catastrophes humaines diffère très peu d'habitude de celle d'un Duce ou d'un Führer.

Il est rare le discours de notre chef de l'Etat, prononcé en public, et dans des occasions solennelles, où l'on ne puisse apercevoir quelque leur annonçant le proche avènement d'une ère très nouvelle. Afin d'éviter la répétition ennuyeuse des textes confirmatifs, je me bornerai à transcrire le plus récent : le message adressé à tous les Espagnols le 31 décembre 1953. Il dit ainsi :

« L'Espagne a manqué de politique internationale pendant le XIX^e siècle et plus d'un tiers du XX^e siècle, en une telle mesure que seulement le courage et les vertus du peuple espagnol ont pu assurer, à travers de si nombreuses vicissitudes, l'indépendance et l'intégrité du pays

» Le verdict de l'Histoire sur ces étapes doit être plus dur et concluant qu'aucun autre. Notre sensibilité fait que nous pouvons à peine comprendre ou disculper ces désordre et subversion permanents des valeurs, parmi lesquels la vie publique s'écoulait dans le manque de sincérité, la farce et les intrigues de clochers, tandis que les ques-

tions économiques, sociales et de politique extérieure étaient aussi négligées. »

Celui qui prononça cet *ex abrupto* — brusquerie — oratoire, plus proche d'un persiflage électoral que d'un message de Noël, péchait d'ingratitude en plus que d'injustice. Pour faire reconnaître aux grandes puissances, directrices du monde pendant les premières années de ce siècle, le droit à l'Espagne d'exercer un protectorat sur la zone nord du Maroc, nos gouvernants d'alors (et il y en eut de nuances très différentes) furent obligés de lutter diplomatiquement à l'extérieur contre les nations émules de la nôtre, et à l'intérieur du pays contre la rébellion latente ou effrontée des internationalistes, des pacifistes, des partisans de l'isolationnisme ou des salariés de l'extérieur. Grâce à cette *politique*, ni facile ni commode, furent sauvés les intérêts nationaux en Afrique, et c'est un fait irréfutable que, sans l'implantation, à cette date-là du Protectorat marocain aujourd'hui, Francisco Franco ne serait pas, avec mérite, le chef de l'Etat espagnol, ni (avec des titres beaucoup moins clairs) l'instrument providentiel présumé d'une ère nouvelle.

La sorte de bonheur collectif qu'elle nous promet fut spécifiée aussi, à travers les oracles officiels, pendant l'automne de 1953 sous tant d'aspects, porteur de nouveautés. Nous savions et même nous commentions depuis longtemps, que la « génération de 1936 » — appelée ainsi — reniait son aînée, celle de 1898, et loin de s'efforcer comme l'ancêtre à *européiser* l'Espagne, elle préférait entreprendre la tâche ardue d'*espagnoliser* l'Europe.

On nous avait aussi dit que « FET et de J.O.N.S. », parti unique du régime identifié avec cette tactique (aussi bien d'Unamuno que de José-Antonio Primo de Rivera) l'avait incorporée à son programme politique et qu'il y enseignait ses jeunesses, se servant des manuels scolaires rédigés sous cette théorie.

J'ai sous mes yeux un témoignage documentaire qui prouve que les choses se passent effectivement ainsi : le « *Texto de Nacional Sindicalismo* », que la section féminine de Phalange emploie pour préparer ses élèves, en *Formacion Politica*, pendant la deuxième année du baccalauréat. Ce *Texto* — qui a 42 pages — dit à la page 38, textuellement :

« La Phalange a rendu à l'Espagne son vrai sens ; elle lui a dicté sa mission dans le monde. L'Espagne est une unité destinée sur le plan universel, et, ou bien elle accomplit sa destinée et elle règne ou elle cesse d'exister comme nation. En exécution de ce mandat historique, elle doit être l'axe du monde hispanique, faisant une autre fois l'empire, mais à l'inverse, commençant par unifier la culture, l'apportant à son vrai lit, l'hispanique, qui lui donna la vie, l'unité économique et les intérêts économiques communs, sans les exigences étrangères, et, une fois que tout cela sera réalisé, l'empire sera constitué, parce que nous serons parvenus à l'unité du pouvoir. »

Bien que le simple fait de son emploi pédagogique dans les centres de l'enseignement secondaire de la Phalange donne à ce passage littéraire de l'autorité et du sérieux, il lui fallait, en outre, la concession officielle d'un visa ministériel, quel qu'il soit, et non simplement rhétorique. Il l'a obtenu, en pleine ratification, des lèvres de D. Gabriel Arias Salgado, grâce à deux paragraphes, cachés parmi les

broussailles du long discours prononcé par ce ministre de l'Information et du Tourisme, à la clôture, en décembre 1953, des séances du premier Conseil national de la Presse.

La spécialité de ses activités bureaucratiques — les renseignements et le communiqué à la presse — et le sens archaïque de son prénom faisaient vraiment de ce personnage illustre le divulgateur le plus indiqué *urbi et orbi* de cette supplémentaire bonne nouvelle de décembre.

Je transcris, tout de suite textuellement ces deux paragraphes ; le premier se disculpant du cruel retard avec lequel arrive jusqu'à nous l'annonce d'une si grande joie ; le deuxième pour ponctuer la mission universelle, décisive pour le sort de l'humanité, qui, à partir de maintenant, incombe aux partisans du Caudillo. Ces textes disent :

« La presse espagnole a été au niveau des circonstances exceptionnelles que Francisco Franco, Caudillo de l'Espagne a su conquérir pour notre patrie. Circonstances qu'à cause de la résistance étrangère à admettre notre souveraineté et notre renaissance, nous portèrent à la bataille politique et diplomatique des dernières années avec son dénouement victorieux, placent l'Espagne en face des opportunités de prospérité et de grandeur auxquelles l'Espagnol à peine osait rêver, depuis des générations reculées.

» Ni le libéralisme, ni le communisme ne peuvent donner une solution aux problèmes sociaux de l'actualité. En face de la confusion et de la subversion des valeurs que l'humanité souffre aujourd'hui se lève la position digne, humaine, clairvoyante et spirituelle soutenue par notre patrie. Le chemin de l'Espagne est tracé par le passé historique et la réalité présente. Le triomphe de notre conception spirituelle et humaine de la vie, la foi qui encourage notre existence, la restauration des valeurs éternelles de l'homme, nous poussent vers un prosélytisme de portée universelle, capable de donner des convictions solides et des buts clairvoyants aux progrès techniques fabuleux et aux puissants et énormes moyens économiques et matériels du monde occidental. »

Donc, on nous a révélé la tâche titanique qui nous incombe pour la réalisation unitaire de notre destinée sur le plan universel : *espagnoliser l'Occident*, appellation géographique qui en politique internationale comprend, à présent, l'Europe occidentale et l'Amérique, tout entière.

Parmi ceux qui prétendent intégrer ce monde sans compter sur les Espagnols abondent (selon le ministère de l'Information) des inventeurs habiles, qui procurent au genre humain « *des progrès techniques fabuleux* », des hommes d'Etat économes, qui ont donné à leur patrie « *de puissants et énormes moyens économiques* ». Mais si nous devons croire le porte-parole du Caudillo les « *convictions solides* » et les « *buts clairvoyants* » sont, jusqu'à présent, le monopole moral de l'Espagne, que justifie pleinement le monopole matériel de la publicité que, avec un motif si faste, ses gouvernants s'attribuent.

Dans la pensée du lecteur doit surgir, ici, une vacillation inquiétante. Il s'interrogera perplexe, sentant faiblir sa mémoire : cette ligne de conduite ne fut-elle pas celle que suivit, d'une façon bien catastrophique, le fondateur présumé du deuxième Empire romain ?

Lorsque le hautain Mussolini se sentait traqué par les démocraties

occidentales, il invoquait le droit de ses compatriotes de choisir la forme de gouvernement qui leur plairait le plus, sans l'intention, ni même le désir, de la transformer en article d'exportation politique. Mais, à peine il sortait victorieux de quelque épreuve difficile, il proclamait, sans embarras, que la doctrine fasciste était le credo universel d'une flamboyante ère historique. Le Duce fut celui qui, en réalité, perfectionna remarquablement la méthode mixte de la censure et de la consigne, utilisée plus d'un siècle auparavant par Napoléon Bonaparte avec une efficacité notoire bien que transitoire. Mussolini introduisit cette méthode en Italie d'où elle irradiait ensuite avec des adaptations locales, à tous les pays antilibéraux. Notre ministre de la matière vient de glorifier ce système, s'enorgueillissant de la trouvaille, après l'avoir enveloppée et défigurée pudiquement sous l'euphémisme de *presse orientée*.

Un livre paru récemment sous le titre : *Storia del Fascismo. L'Italia dal 1919 al 1945*, dont les auteurs, Salvatorelli et Mira, purent fureter à leur aise les archives de l'époque mussolinienne, découvre le secret de cette invention, patentée et acceptée par le pouvoir public, là où ceux qui en ont l'usufruit sont touchés des vellétés totalitaires. Ces historiens disent :

« Des consignes quotidiennes que l'on donnait alors aux journaux suintaient parfois un comique involontaire mais positif. Elles ordonnaient par exemple : « Ne pas nommer Einstein », « ne pas publier une seule information graphique où Primo Carnera apparaisse hors combat », « ne faire que l'allusion strictement nécessaire de l'expédition russe au Pôle Nord. »

Salvatorelli et Mira donnent fin à leur examen critique avec cette conclusion bien édifiante : « L'ancien et endémique fléau de la rhétorique s'avéra plus généralisé et corrosif que jamais. Il ne resta pas une seule chose, qui dans le lexique du parti, fût nommée par son vrai nom. »

Je fais, moi-même, la déduction de ce que doit dire le prospectus annonçant cette spécialité, recommandée aux médecins gouvernants, pour l'usage interne des peuples souffrants. Il doit dire, approximativement, ceci :

« Empêcher par tous les moyens la divulgation inopportune d'une nouvelle ou d'un avis équivaut à supprimer presque à sa racine le fait ou l'idée qui leur servent de motif, et, dans la plupart des cas, cela permet de rendre inoffensifs les effets que l'on pouvait prévoir nocifs. »

Le panégyrique ministériel, propulseur de la *presse orientée*, ne met pas en état d'alarme mes convictions de catholique libéral, tenu aux normes pontificales de Pie XII, parce que je juge fondamentalement incompatibles la pratique de ce système totalitaire et l'application, imminente déjà, des dernières Conventions hispano-américaines. Les bases militaires qui, sans délai, plutôt avec une grande diligence, seront construites, offriront, bien sûr, à celui qui les contempera de l'extérieur, une sombre apparence architecturale de bastion ou de réduit infranchissable ; mais elles doivent contenir à l'intérieur des fenêtres larges et même des balcons spacieux, avec des vues très curieuses sur la vaste cour commune de la grande maison hispanique. Les habitants de nos campagnes, villages ou villes, et leurs nouveaux concitoyens venus des cités les plus peuplées des Etats-Unis, firent seulement connaissance à

travers quelque écran de cinéma ; mais maintenant ils se disposent à entamer en plusieurs endroits dispersés de la Péninsule des rapports directs, destinés à se poursuivre pendant dix années au moins. Chacun des centres de population que l'on improvise constituera bientôt une *foire* (beaucoup plus exemplaire que commerciale, sauf qu'elle le soit pour les articles de contrebande) *d'échantillons*, militaires ou civils, économiques ou sociaux, moraux ou politiques, physiques ou naturels. L'Espagne, d'une façon imprévue et simultanée, vient de renoncer à la neutralité pusillanime dans la guerre et à la retraite rustique dans les époques de paix.

Il est fort possible qu'en 1964 on n'aura pas encore eu l'opportunité de vérifier l'efficacité stratégique des bases navales et aériennes créées à la suite de la Convention bipartite. L'écroulement post-stalinien de l'impérialisme soviétique, l'ébullition révolutionnaire dans les pays satellites du Kremlin et l'échec catégorique, à l'intérieur, de tous les plans quinquennaux, cause du discrédit croissant dans le monde de la doctrine communiste, tout cela permet d'augurer que les bases militaires précitées resteront inactives. Et à cause de tout ce que nous venons de dire, en outre du réarmement progressif de l'Occident, et de l'énorme supériorité technique pour la fabrication d'armes atomiques, la troisième guerre mondiale n'est qu'un sujet tripoté du répertoire des contes d'épouvante.

Mais ce qui est absolument irréalisable est que notre patrie puisse s'acheminer vers le futur en suivant les ornières du passé. Une connaissance plus exacte et plus répandue de la réalité internationale maintiendra relégué dans les limbes de l'infatuation ridicule l'amour-propre hypertendu des Espagnols, qui a l'habitude de joindre les prétentions et les grandeurs de l'Empire aux sordidités et crédulités paysannes. La duperie de l'*orientation* perdra, alors, la maigre clientèle qu'elle conserve encore. Lorsque les Espagnols, étourdis par les miroirs aux alouettes de la consigne, retrouveront leur proverbial esprit critique, ils ne pourront s'empêcher d'envoyer promener l'*information dirigée*.

Mais le changement que les derniers événements nationaux promettent doit pénétrer beaucoup plus profondément. On dirait que, par la maladresse d'un apprenti autocrate, qui pratique sans conseillers techniques des expériences d'alchimie, un petit démon diplomatique, le plus intrigant de tous, soit parvenu à s'enfuir du flacon du laboratoire, où, avec une sage prévoyance, on le gardait enfermé. Un tel sorcier doit être proxénète aussi disposé à se bien amuser qu'à se réconcilier avec quelqu'un, et aussi adroit à tisser des liaisons amoureuses que des pactes entre les chancelleries. Dans ce cas présent, à la suite de l'exhibition expéditive d'une spectaculaire accolade de réconciliation entre Don Quichotte et l'Oncle Sam, il vient d'obtenir de tous les deux que, sous la présence et le témoignage de Sancho Pança, ils contractent et souscrivent un compromis risqué de voisinage personnel et amical et un partage de domaine équitable et légal, pendant une période de dix années, qui peuvent être prorogées par consentement mutuel.

Le chevalier le plus pointilleux jure sur son honneur avoir en sûreté ses droits domaniaux imprescriptibles, écrits à l'encre bien épaisse et sur un papier solide. Le plus riche des marchands assure, sous sa parole d'homme honnête, avoir fait, à son tour, une affaire excellente. Le plus rusé des écuyers, bien qu'il préfère se taire en public — sagesse de

Sancho Pança, selon le proverbe de Castille — il dit, dans l'intimité, à ceux qui l'écoutent, avec un aplomb de *picaro* : Je parie que, bien que jouant à perdre le double, ce sera moi qui gagnera cette partie.

L'auteur de cet opuscule ne garde aucun espoir raisonnable d'arriver à connaître, sur ce monde, le résultat final de ce renvoi de Sancho Pança. Il se résigne, donc, à achever cet essai critique qu'il commença il y a six mois, avec un pronostic unique, d'une réalisation immédiate présumée. Pour formuler un tel pronostic, je n'ai pas eu besoin de dons prophétiques, car me suffit bien largement ma longue expérience de septuagénaire.

La première République espagnole, fidèle à sa signification aborigène, déchaîna, en quelques mois, trois guerres civiles : deux péninsulaires et une antillaise. La paix dut être apportée par la monarchie, « axe immuable de la vie nationale », selon l'avis de quelques-uns de nos aînés, raillés par d'autres comme des adulateurs, des séduits, des serviles. Mais le temps, bon maître, est en train de donner raison à ces opinions injuriées et à ceux qui les exposèrent, parce que les générations nouvelles ne savent quoi admirer le plus, de la facilité que ce siècle a pour renverser les monarchies ou de la difficulté contre laquelle se heurtent, en quelque lieu que ce soit, tous ceux qui prétendent les remplacer par quelque chose de mieux.

La restauration d'Alphonse XIII ne fut cependant pas (comme elle aurait pu, et dû être) la conséquence patriotique d'un besoin national profondément éprouvé et délibérément remédié par la généralité des Espagnols, mais elle fut le succès heureux d'une manœuvre partisane, tramée dans le sein même de l'oligarchie qui, alors, occupait le pouvoir : l'armée.

La « suprématie du pouvoir civil » malgré cela fut quelque chose de plus qu'un argument topique oratoire, et non seulement sous la Régence, mais aussi pendant les quinze premières années du règne effectif d'Alphonse XIII.

Il est vrai que le bourdon isabellien : *les partisans du général Concha sont-ils contents ?* résonna toujours avec une musique identique, pendant toute cette période, sans autre nouveauté que le changement fréquent du nom du personnage auquel on faisait allusion : Martinez Campos, Polavieja, Weyler ou Primo de Rivera. Mais la chose positive fut que les manières drastiques des militaires ne prévalurent pas sur la juridiction civile, si ce ne fut par l'abandon occasionnel de gouvernants couards et ineptes.

Mais, en 1917, éphémérides commémoratives aussi du triomphe de la révolution soviétique russe, notre armée s'attribua la faculté de partager avec la Couronne la prérogative constitutionnelle de former des gouvernements : intromission qui la mena fatalement à la situation difficile, survenue en 1923, où elle dut prendre toutes responsabilités du pouvoir. L'usure de pouvoir occasionna la disjonction des forces armées ; et l'échec de la dictature fut aussi l'échec de la monarchie restaurée à Sagunto.

La deuxième République tira de tous ces enseignements la leçon qu'elle ne pourrait pas vivre si elle ne *triturerait* pas inexorablement l'Armée. Elle l'essaya par tous les moyens, sans un autre résultat que de provoquer une guerre civile qui valut, pour l'accomplissement de sa des-

tinée, les trois autres de sa sœur aînée, la première République. Et alors il fallut que l'Armée reprenne le pouvoir pour un temps indéfini. Mais aussi dans cet espace vital montent les nouveautés.

La ritournelle si connue, qu'on entend aujourd'hui comme toujours, ne prétend pas connaître la satisfaction intérieure que conservent les généraux espagnols, mais celle que les grands hommes des U. S. A. puissent apporter.

Je crois qu'il suffit, de cette donnée indicative, pour tracer sur notre future destinée proche, l'horoscope logique, beaucoup plus véridique que celui de l'astrologue. Or doivent rester exclues, naturellement, deux prédictions humainement invraisemblables et historiquement inouïes. La première est qu'un pays, où les hommes d'affaires pullulent, se désintéresse, par frivolité ou par indolence, des vicissitudes que puisse traverser le gouvernement de la nation où il est en train de construire cinq bases militaires splendides, avec un droit ultérieur d'usage et même un partage de domaine temporaire. La deuxième est que, les Espagnols engagés dans les luttes des partis (sous des porte-drapeaux hispaniques) repoussent, par des scrupules de conscience civique, l'appui, décisif peut-être, offert aux uns ou aux autres des aspirants à la suprématie, par les dirigeants de la plus *Grande Puissance* du monde, stimulés à le faire soit par l'affinité des idées, soit par le lien des intérêts.

L'avènement, en 1954, des mille neveux de l'Oncle Sam, répond à des motifs politiques, comme il arriva en 1823 avec les *cent mille fils de Saint Louis*, même si les raisons d'hier étaient différentes de celles d'aujourd'hui.

Mais les Américains de maintenant, à la différence des Français de jadis, ne viennent pas parcourir notre Péninsule, d'un bout à l'autre, en promenade militaire, presque touristique. Ils entrent en Espagne pour résider dans plusieurs régions et avoir des rapports suivis avec les enfants du pays, pendant des années. Le sillage qu'ils laissent derrière eux sera beaucoup plus indélébile que celui des soldats du Duc d'Angoulême.

Il est fort possible que Sancho Pança, incarnation présente de toute personne rassasiée, quelle que soit la classe sociale (pour qui les gouvernants ne sont que des entrepreneurs ou des gardes-chasses de sa tranquillité personnelle, qu'il confond avec la tranquillité publique) puisse pendant des dizaines d'années avoir des digestions calmes, à moins qu'elles ne soient troublées par Tirteafuera qui n'exerce plus illégalement sous le titre de Docteur en Médecine, mais comme Docteur ès Sciences économiques et fiscales.

Mais il n'est plus impossible que, pendant ce temps-là, Barataria, sans cesser d'être une île, devienne une colonie.

FIN

Août 1953-Janvier 1954.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Avertissement de l'éditeur	7
Chapitre I ^{er}	
Le fruit de notre Croisade	9
Chapitre II	
Franco ou le communisme	15
Chapitre III	
Perspective prochaine	21
Chapitre IV	
Dangers d'un retour à la liberté	27
Chapitre V	
Des fictions constituées	33
Chapitre VI	
Des élections libres	39
Chapitre VII	
Restauration ou guerre civile	45
Chapitre VIII	
Risques de colonisation intérieure	51

Achévé d'imprimer
le 2 décembre 1954
sur les Presses de
L'IMPRIMERIE
RÉAUMUR-CLICHY
100, Rue Réaumur
PARIS - 2^e

